

C-33

Third Session, Fortieth Parliament,
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-33

An Act to amend the Railway Safety Act and to make consequential amendments to the Canada Transportation Act

FIRST READING, JUNE 4, 2010

MINISTER OF TRANSPORT, INFRASTRUCTURE AND
COMMUNITIES

C-33

Troisième session, quarantième législature,
59 Elizabeth II, 2010

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-33

Loi modifiant la Loi sur la sécurité ferroviaire et la Loi sur les transports au Canada en conséquence

PREMIÈRE LECTURE LE 4 JUIN 2010

MINISTRE DES TRANSPORTS, DE L'INFRASTRUCTURE
ET DES COLLECTIVITÉS

SUMMARY

These amendments amend the *Railway Safety Act* to, among other things,

- (a) improve the oversight capacity of the Department of Transport by, for example, requiring railway companies to obtain a safety-based railway operating certificate indicating compliance with regulatory requirements;
- (b) strengthen that Department's enforcement powers by introducing administrative monetary penalties and increasing court-enforced penalties;
- (c) enhance the role of safety management systems by including a provision for a railway executive accountable for safety and a non-punitive reporting system for employees of railway companies;
- (d) clarify the authority and responsibilities of the Minister of Transport with respect to railway matters; and
- (e) expand regulation-making authorities and clarify the process for rule making by railway companies.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la sécurité ferroviaire* afin d'améliorer la sécurité ferroviaire.

Les modifications visent notamment à :

- a) améliorer la capacité de surveillance du ministère des Transports, en exigeant entre autres que les compagnies — qui exploitent ou entretiennent un chemin de fer ou qui exploitent du matériel ferroviaire sur un chemin de fer — obtiennent un certificat d'exploitation de chemin de fer basé sur la sécurité après avoir satisfait aux exigences réglementaires;
- b) renforcer les pouvoirs d'exécution du ministère des Transports en introduisant des pénalités administratives pécuniaires et en augmentant les sanctions;
- c) accroître le rôle des systèmes de gestion de la sécurité, notamment en introduisant des dispositions concernant un administrateur responsable de la sécurité et, dans le cas des compagnies de chemin de fer, un système non punitif de production de rapports par les employés de chemin de fer;
- d) clarifier l'autorité et les responsabilités du ministre des Transports relativement aux questions ferroviaires;
- e) élargir les pouvoirs habilitants en général, notamment dans des domaines comme la gestion de l'environnement et permettre d'éclaircir le processus de prise de règles par les compagnies de chemin de fer.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-33

PROJET DE LOI C-33

An Act to amend the Railway Safety Act and to make consequential amendments to the Canada Transportation Act

Loi modifiant la Loi sur la sécurité ferroviaire et la Loi sur les transports au Canada en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Safer Railways Act*.

5

1. *Loi améliorant la sécurité ferroviaire.*

Titre abrégé

R.S., c. 32
(4th Supp.)

RAILWAY SAFETY ACT

LOI SUR LA SÉCURITÉ FERROVIAIRE

L.R., ch. 32
(4^e suppl.)

1996, c. 10,
s. 261

2. **Subsection 2(2) of the *Railway Safety Act* is replaced by the following:**

2. **Le paragraphe 2(2) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* est remplacé par ce qui suit :**

5 1996, ch. 10,
art. 261

Application generally

(2) This Act applies in respect of railways that are within the legislative authority of Parliament.

10

(2) La présente loi s'applique aux chemins de fer relevant de l'autorité législative du Parlement.

10

Champ d'application

Exceptions

(3) Despite subsection (2), this Act does not apply in respect of

(3) Malgré le paragraphe (2), la présente loi ne s'applique pas :

Exceptions

(a) railways referred to in section 16 of the *Harbour Commissions Act*; or

a) au réseau ferroviaire visé à l'article 16 de la *Loi sur les commissions portuaires*;

(b) railways referred to in section 29 of the *Canada Marine Act*, except to the extent provided by regulations made under subsection 29(2) of that Act.

b) aux chemins de fer visés à l'article 29 de la *Loi maritime du Canada*, sauf dans la mesure prévue dans un règlement pris en vertu du paragraphe 29(2) de cette loi.

1999, c. 9, s. 1

3. **Section 3 of the Act is replaced by the following:**

20

3. **L'article 3 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

20

1999, ch. 9, art. 1

Objectives

3. The objectives of this Act are to

3. La présente loi vise à la réalisation des objectifs suivants :

Objectifs

(a) promote and provide for the safety and security of the public and personnel, and the protection of property and the environment, in railway operations;

(b) encourage the collaboration and participation of interested parties in improving railway safety and security;

(c) recognize the responsibility of companies to demonstrate, by using safety management systems and other means at their disposal, that they continuously manage risks related to safety matters; and

(d) facilitate a modern, flexible and efficient regulatory scheme that will ensure the continuing enhancement of railway safety and security.

a) pourvoir à la sécurité et à la sûreté du public et du personnel dans le cadre de l'exploitation ferroviaire et à la protection des biens et de l'environnement, et en faire la promotion;

b) encourager la collaboration et la participation des parties intéressées à l'amélioration de la sécurité et de la sûreté ferroviaires;

c) reconnaître la responsabilité qui incombe aux compagnies d'établir, par leurs systèmes de gestion de la sécurité et autres moyens à leur disposition, qu'elles gèrent continuellement les risques en matière de sécurité;

d) favoriser la mise en place d'outils de réglementation modernes, flexibles et efficaces dans le but d'assurer l'amélioration continue de la sécurité et de la sûreté ferroviaires.

Minister's responsibilities respecting railway safety

3.1 The Minister is responsible for the development and regulation of matters to which this Act applies, including safety and security, and for the supervision of all matters connected with railways and, in the discharge of those responsibilities, the Minister may, among other things,

(a) promote railway safety and security by means that the Minister considers appropriate;

(b) provide facilities and services for the collection, publication or dissemination of information;

(c) undertake, and cooperate with persons undertaking, projects, technical research, study or investigation;

(d) inspect, examine and report on activities related to railway matters; and

(e) undertake other activities that the Minister considers appropriate or that the Governor in Council may direct.

3.1 Le ministre est chargé du développement et de la réglementation pour toute question à laquelle la présente loi s'applique, notamment les questions de sécurité et de sûreté ferroviaires, et du contrôle de tous les secteurs liés à ce domaine. À ce titre, il peut en outre :

a) promouvoir la sécurité et la sûreté ferroviaires par les moyens qu'il estime indiqués;

b) fournir des installations et des services pour la cueillette, la publication ou la diffusion de renseignements;

c) entreprendre les travaux, recherches techniques, études ou enquêtes et collaborer avec les personnes qui les entreprennent;

d) procéder à des inspections et à des études et fournir des rapports sur les activités liées à toute question ferroviaire;

e) entreprendre, à son initiative ou sur les instructions du gouverneur en conseil, toute autre activité.

Attributions du ministre

1999, c. 9, s. 2(4)

4. (1) The definitions "organisation intéressée" and "système de gestion de la sécurité" in subsection 4(1) of the French version of the Act are replaced by the following:

4. (1) Les définitions de « organisation intéressée » et « système de gestion de la sécurité », au paragraphe 4(1) de la version française de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

1999, ch. 9, par. 2(4)

« organisation intéressée » "relevant association or organization"	« organisation intéressée » Association ou organisation formée pour représenter le personnel d'une compagnie de chemin de fer ou les propriétaires ou locataires de matériel ferroviaire utilisé sur les voies ferrées exploitées par une telle compagnie de chemin de fer, et classée par arrêté du ministre comme organisation intéressée par rapport à la compagnie.	« organisation intéressée » Association ou organisation formée pour représenter le personnel d'une compagnie de chemin de fer ou les propriétaires ou locataires de matériel ferroviaire utilisé sur les voies ferrées exploitées par une telle compagnie de chemin de fer, et classée par arrêté du ministre comme organisation intéressée par rapport à la compagnie.	« organisation intéressée » "relevant association or organization"
« système de gestion de la sécurité » "safety management system"	« système de gestion de la sécurité » Protocole visant la mise en oeuvre de la sécurité ferroviaire dans l'exploitation ferroviaire courante et intégrant les responsabilités et les pouvoirs au sein d'une compagnie, les règles, les procédures, les processus de surveillance et d'évaluation auxquels elle est assujettie ainsi que les objectifs en matière de sécurité, de rendement des mécanismes de contrôle d'application et d'évaluation des risques.	« système de gestion de la sécurité » Protocole visant la mise en oeuvre de la sécurité ferroviaire dans l'exploitation ferroviaire courante et intégrant les responsabilités et les pouvoirs au sein d'une compagnie, les règles, les procédures, les processus de surveillance et d'évaluation auxquels elle est assujettie ainsi que les objectifs en matière de sécurité, de rendement des mécanismes de contrôle d'application et d'évaluation des risques.	« système de gestion de la sécurité » "safety management system"
(2) Subsection 4(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:		(2) Le paragraphe 4(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :	
"company" « compagnie »	"company" means a railway company or a local railway company;	« chemin de fer » Chemin de fer relevant de l'autorité législative du Parlement. Sont également visés :	« chemin de fer » "railway"
"local railway company" « compagnie de chemin de fer locale »	"local railway company" means a person, other than a railway company or an agent or mandatary of a railway company, that operates railway equipment on a railway;	a) les embranchements et prolongements, les voies de garage et d'évitement, les ponts et tunnels, les gares et stations, les dépôts et quais, le matériel roulant, l'équipement et les fournitures, ainsi que tous les autres biens qui dépendent du chemin de fer;	
"railway" « chemin de fer »	"railway" means a railway within the legislative authority of Parliament and includes	b) les systèmes de communication ou de signalisation et les installations et équipements connexes qui servent à l'exploitation du chemin de fer.	
	(a) branches, extensions, sidings, bridges, tunnels, stations, depots, wharfs, rolling stock, equipment, stores or other things connected with the railway, and (b) communications or signalling systems and related facilities and equipment used for railway purposes;	« compagnie » Compagnie de chemin de fer ou compagnie de chemin de fer locale.	« compagnie » "company"
"railway company" « compagnie de chemin de fer »	"railway company" means a person that constructs, operates or maintains a railway;	« compagnie de chemin de fer » Personne qui, selon le cas, construit, exploite ou entretient un chemin de fer.	« compagnie de chemin de fer » "railway company"
		« compagnie de chemin de fer locale » Personne, autre qu'une compagnie de chemin de fer ou les mandataires de celle-ci, qui exploite du matériel ferroviaire sur un chemin de fer.	« compagnie de chemin de fer locale » "local railway company"
1996, c. 10, s. 263(2)	(3) Subsection 4(2) of the Act is repealed.	(3) Le paragraphe 4(2) de la même loi est abrogé.	1996, ch. 10, par. 263(2)

2001, c. 29, s. 64(2)

(4) Subsection 4(5) of the Act is replaced by the following:

Filing or sending notices and documents

(5) With the exception of a notice or document sent to or by the Tribunal, for the purposes of this Act, the filing or sending of a notice or document must be

(a) in the case of an individual, by personal service, by facsimile or by mailing it by registered mail to the person's latest known address;

(b) in the case of a corporation, by facsimile or by mailing it by registered mail to its head office or any other office designated by the Minister; or

(c) in either case, by any electronic or other means approved in writing by the Minister and subject to any conditions fixed by the Minister.

5. The Act is amended by adding the following after section 4:

Inconsistencies with operating agreements

4.1 This Act and all regulations, rules, certificates, orders, exemptions and emergency directives made or issued under this Act prevail over the provisions of any agreement or order that enables a company to operate railway equipment on the railway of a railway company in the event of an inconsistency between them.

6. Section 6 of the Act is replaced by the following:

Agreements between Department and Agency

6. The Minister may enter into an agreement with the Agency providing for the following matters and may, in consultation with the Agency, take any action that is necessary to ensure that the terms of the agreement are disclosed to any railway company or other person likely to be affected by it:

(a) the coordination of the activities of the Department of Transport and the Agency

(i) relating to the construction, alteration, operation or maintenance of railway works and railway equipment, or

(ii) in determining whether a person is constructing, operating or maintaining a railway; and

(4) Le paragraphe 4(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2001, ch. 29, par. 64(2)

Notification et communication de documents

(5) Pour l'application de la présente loi — à l'exception de toute notification ou communication de documents par le Tribunal ou à celui-ci —, toute notification ou communication de documents se fait, dans le cas d'une personne physique, par remise au destinataire, par courrier recommandé à sa dernière adresse connue ou par télécopieur et, dans le cas d'une

personne morale, par télécopieur ou par courrier recommandé à son siège ou à tout autre bureau spécifié par le ministre. Elle peut aussi être faite par tout autre moyen, notamment électronique, approuvé par écrit par le ministre et aux conditions fixées par lui.

5. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 4, de ce qui suit :

4.1 La présente loi et ses textes d'application — règlements, règles, certificats, arrêtés, exemptions et injonctions ministérielles — l'emportent sur les dispositions incompatibles d'un accord ou d'un arrêté permettant à une compagnie d'exploiter du matériel ferroviaire sur le chemin de fer d'une compagnie de chemin de fer.

6. L'article 6 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Conflicts

6. Le ministre peut conclure avec l'Office un accord :

Accords

a) prévoyant la coordination de l'action du ministère des Transports et de l'Office :

(i) en matière de construction, de modification, d'exploitation et d'entretien d'installations et de matériel ferroviaires,

(ii) relativement à la question de savoir si une personne construit, exploite ou entretient un chemin de fer;

b) fixant les modalités de règlement des situations de conflit pouvant en découler.

	(b) procedures to be followed by <u>that</u> Department and the Agency in the event that conflicting interests arise between them <u>in</u> their activities with respect to <u>those</u> matters.	Il peut en outre, après consultation auprès de l'Office, prendre les mesures nécessaires pour porter l'accord à la connaissance des compagnies de chemin de fer ou de toute autre personne concernée.	5	
Agreements with provincial ministers	6.1 (1) The Minister may enter into an agreement with a provincial minister responsible for transportation matters providing for the administration, in relation to persons who operate railways within the legislative authority of the province, of any law respecting	6.1 (1) Le ministre peut conclure avec un ministre provincial chargé des transports un accord relatif à l'application, à des exploitants de chemin de fer assujettis à la compétence législative de la province en cause, de tout texte	5 10	Accords avec les ministres des transports provinciaux
	(a) railway safety and security and the safety aspects of railway crossings; or	législatif ayant trait à la sécurité et à la sûreté ferroviaires, aux aspects de sécurité des franchissements ferroviaires et, dans la mesure où la présente loi le prévoit, à la protection de l'environnement.	10	
	(b) matters relating to the protection of the environment to which this Act applies.		15	
Designation of body or person	(2) The Minister may designate any body established under an Act of Parliament, or any person or class of persons employed in the federal public administration, to administer the law in accordance with the agreement.	(2) Le ministre peut désigner un organisme établi par une loi fédérale ou une personne ou catégorie de personnes oeuvrant au sein de l'administration publique fédérale pour appliquer la loi conformément à cet accord.	15 20	Désignation
Duties and powers	(3) The designated body, person or class of persons may perform any duty and exercise any power necessary for the enforcement of the law, to the extent specified in the agreement.	(3) L'organisme ou la personne ou catégorie de personnes peut, dans la mesure spécifiée dans l'accord, exercer les fonctions et les attributions nécessaires à l'exécution de la loi.	20	Fonctions et attributions
Agreements with provincial authorities	6.2 The Minister may enter into an agreement with a provincial authority to authorize the provincial authority to regulate the matters referred to in subsection 6.1(1) in relation to a railway in the same manner and to the same extent as it may regulate a railway within the authority's jurisdiction.	6.2 Le ministre peut conclure avec toute autorité provinciale un accord autorisant celle-ci à réglementer les questions visées au paragraphe 6.1(1) concernant les chemins de fer; le cas échéant, l'autorité exerce ce pouvoir de la même manière et dans la même mesure que celui qu'elle peut exercer à l'égard d'un chemin de fer relevant de sa compétence.	25 30	Accords avec des autorités provinciales
	7. (1) Subsection 7(1) of the French version of the Act is replaced by the following:	7. (1) Le paragraphe 7(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :	35	
Règlements normatifs en matière de construction et de modification	7. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir l'établissement de normes concernant la structure ou le <u>rendement</u> d'installations ferroviaires et applicables à la construction ou à la modification de celles-ci.	7. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir l'établissement de normes concernant la structure ou le <u>rendement</u> d'installations ferroviaires et applicables à la construction ou à la modification de celles-ci.	35 40	Règlements normatifs en matière de construction et de modification
1999, c. 9, s. 3	(2) Subsection 7(3) of the Act is replaced by the following:	(2) Le paragraphe 7(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :		1999, ch. 9, art. 3

Application of certain provisions	(3) <u>Section 19 and regulations made under section 20.2</u> apply in relation to standards referred to in subsection (2) or (2.1), with any modifications that the circumstances require and without regard to <u>any obligation to consult</u> .	(3) <u>L'article 19 et les règlements pris en vertu de l'article 20.2</u> s'appliquent — à l'exception de toute <u>obligation de consulter</u> — aux normes visées aux paragraphes (2) et (2.1), avec les adaptations nécessaires.	Application de certaines dispositions 5
1999, c. 9, s. 7	8. Section 11 of the Act is replaced by the following:	8. L'article 11 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	1999, ch. 9, art. 7
Engineering work	11. (1) The engineering work relating to the design, construction, evaluation or alteration of <u>railway works</u> shall be done <u>under the direction of a professional engineer</u> in accordance with sound engineering principles.	11. (1) Les travaux d'ingénierie relatifs à la conception, à la construction, à l'évaluation ou à la modification d'installations ferroviaires sont effectués sous la direction d'un ingénieur agréé conformément à des principes d'ingénierie bien établis.	Travaux d'ingénierie 10
Railway maintenance	(2) Railway companies shall maintain railway works in accordance with sound engineering principles.	(2) La compagnie de chemin de fer entretient les installations ferroviaires conformément à des principes d'ingénierie bien établis.	Principes d'ingénierie bien établis 15
	9. The Act is amended by adding the following before the heading "REGULATIONS" before section 18:	9. La même loi est modifiée par adjonction, avant l'intertitre « RÉGLEMENTS » précédant l'article 18, de ce qui suit :	
	PROHIBITIONS	INTERDICTIONS	20
	10. The Act is amended by adding the following after the heading "PROHIBITIONS", as enacted by section 9:	10. La même loi est modifiée par adjonction, après l'intertitre « INTERDICTIONS », édicté par l'article 9, de ce qui suit :	
Requirement for certificate	17.1 (1) No person shall operate or maintain a railway, or operate railway equipment on a railway, without a railway operating certificate.	17.1 (1) Il est interdit à quiconque d'exploiter ou d'entretenir un chemin de fer ou d'exploiter du matériel ferroviaire sur un chemin de fer sans être titulaire d'un certificat d'exploitation de chemin de fer.	Exigence d'un certificat 25
Crossing maintenance	(2) Subsection (1) does not apply to a person exempted under paragraph 17.9(1)(c) or to a municipality or road authority that maintains a crossing work.	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la personne exemptée au titre de l'alinéa 17.9(1)c) ou à une municipalité ou une autorité responsable du service de voirie qui entretient un ouvrage de franchissement.	Entretien — franchissement ferroviaire 30
	11. (1) The Act is amended by adding the following before the heading "REGULATIONS" before section 18:	11. (1) La même loi est modifiée par adjonction, avant l'intertitre « RÉGLEMENTS » précédant l'article 18, de ce qui suit :	
Compliance with regulations and rules	17.2 No railway company shall operate or maintain a railway, including any railway work or railway equipment, and no local railway company shall operate railway equipment on a railway, otherwise than in accordance with the regulations and with the rules made in respect of the company under sections 19 and 20, except to the extent that the company is exempt from their application under section 22 or 22.1.	17.2 Il est interdit à toute compagnie de chemin de fer d'exploiter ou d'entretenir un chemin de fer, notamment les installations et le matériel ferroviaires, et à toute compagnie de chemin de fer locale d'exploiter du matériel ferroviaire sur un chemin de fer, en contravention avec les règlements et les règles établies	Conformité avec les règlements et règles 40

Crossing works	<p>17.3 No person responsible for the maintenance of a crossing work shall maintain it otherwise than in accordance with the regulations made under section 18 unless that person is exempted under section 22 or 22.1 from the application of those regulations in relation to the maintenance of that crossing work.</p>	<p>sous le régime des articles 19 ou 20 qui lui sont applicables, sauf si elle bénéficie de l'exemption prévue aux articles 22 ou 22.1.</p>	Entretien d'ouvrage de franchissement
	<p>(2) Section 17.2 of the Act, as enacted by subsection (1), is replaced by the following:</p>	<p>17.3 Il est interdit au responsable de l'entretien d'un ouvrage de franchissement qui ne bénéficie pas de l'exemption prévue aux articles 22 ou 22.1 d'entretenir celui-ci en contravention avec les règlements pris à ce sujet sous le régime de l'article 18.</p>	
	<p>(2) Section 17.2 of the Act, as enacted by subsection (1), is replaced by the following:</p>	<p>(2) L'article 17.2 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :</p>	
Compliance with certificate, regulations and rules	<p>17.2 No railway company shall operate or maintain a railway, including any railway work or railway equipment, and no local railway company shall operate railway equipment on a railway, otherwise than in accordance with a railway operating certificate and — except to the extent that the company is exempt from their application under section 22 or 22.1 — with the regulations and the rules made under sections 19 and 20 that apply to the company.</p>	<p>17.2 Il est interdit à toute compagnie de chemin de fer d'exploiter ou d'entretenir un chemin de fer, notamment les installations et le matériel ferroviaires, et à toute compagnie de chemin de fer locale d'exploiter du matériel ferroviaire sur un chemin de fer, en contravention avec un certificat d'exploitation de chemin de fer, les règlements et les règles établies sous le régime des articles 19 ou 20 qui lui sont applicables, sauf si elle bénéficie de l'exemption prévue aux articles 22 ou 22.1.</p>	Conformité avec les certificats, règlements et règles
	<p>12. The Act is amended by adding the following after section 17.3:</p>	<p>12. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 17.3, de ce qui suit :</p>	
	<p style="text-align: center;">RAILWAY OPERATING CERTIFICATE</p>	<p style="text-align: center;">CERTIFICAT D'EXPLOITATION DE CHEMIN DE FER</p>	
Issuance of certificate	<p>17.4 (1) The Minister shall, on application, issue a railway operating certificate authorizing a person to operate and maintain a railway, or to operate railway equipment on a railway, if the Minister is satisfied that the prescribed conditions for obtaining one have been met.</p>	<p>17.4 (1) Le ministre délivre sur demande un certificat d'exploitation de chemin de fer autorisant son titulaire à exploiter ou à entretenir un chemin de fer ou encore à exploiter du matériel ferroviaire sur un chemin de fer, s'il est convaincu que les conditions réglementaires pour son obtention sont remplies.</p>	Délivrance du certificat
Terms and conditions	<p>(2) A railway operating certificate may contain any terms and conditions that the Minister considers appropriate.</p>	<p>(2) Le ministre peut assujettir le certificat aux modalités qu'il juge indiquées.</p>	Modalités
Variation	<p>(3) The Minister may, on application by a company, vary the terms and conditions of its railway operating certificate.</p>	<p>(3) Le ministre peut, sur demande d'une compagnie, modifier les modalités de son certificat.</p>	Modifications
Time limit	<p>(4) A decision by the Minister whether to issue or vary a railway operating certificate shall be made as expeditiously as possible within 120 days after receipt of the application unless the applicant agrees otherwise.</p>	<p>(4) La décision du ministre de délivrer ou de modifier un certificat d'exploitation de chemin de fer est rendue dès que possible dans les cent vingt jours de la réception de la demande sauf entente à l'effet contraire.</p>	Délai

Suspension or cancellation	<p>(5) The Minister may suspend or cancel a company's railway operating certificate if the company has</p> <p>(a) ceased to meet any of the prescribed conditions for obtaining the certificate;</p> <p>(b) contravened any provision of this Act or the regulations or any rule, order, standard or emergency directive made under this Act; or</p> <p>(c) requested its suspension or cancellation.</p>	<p>(5) Le ministre peut suspendre ou annuler un certificat d'exploitation de chemin de fer si, selon le cas :</p> <p>a) la compagnie ne remplit plus l'une ou l'autre des conditions réglementaires d'obtention du certificat;</p> <p>b) la compagnie a contrevenu à une des dispositions de la présente loi ou des règlements ou à une règle, à un arrêté, à une norme ou à une injonction ministérielle établi sous son régime;</p> <p>c) la compagnie le demande.</p>	Suspension ou annulation du certificat
Notice of decision	<p>17.5 (1) The Minister shall notify the affected person or company of any decision made under subsection 17.4(1), (3) or (5).</p>	<p>17.5 (1) Le ministre avise la personne ou la compagnie de toute décision rendue en vertu des paragraphes 17.4(1), (3) ou (5).</p>	Avis
Contents of notice	<p>(2) The notice of decision shall specify</p> <p>(a) the grounds of the Minister's decision; and</p> <p>(b) the address at which and the date, being thirty days after the notice is sent, on or before which the person may file a request for a review of the decision.</p>	<p>(2) Sont indiqués dans l'avis :</p> <p>a) les motifs de la décision du ministre;</p> <p>b) le lieu et la date limite, à savoir trente jours après l'expédition de l'avis, du dépôt d'une éventuelle requête en révision.</p>	Contenu de l'avis
Effective date of decision	<p>(3) The effective date of a decision is the day on which the notice is received by the person or company unless the notice specifies a later date.</p>	<p>(3) Dans tous les cas, la date de prise d'effet de la décision est la date de réception de l'avis par l'intéressé, à moins que l'avis n'indique une date ultérieure.</p>	Prise d'effet
Request for review	<p>17.6 (1) A person or a company affected by a decision of the Minister under subsection 17.4(1), (3) or (5) may, on or before the date specified in the notice under section 17.5 or within any further time that the Tribunal on application allows, file with the Tribunal a written request for a review of the decision.</p>	<p>17.6 (1) La personne ou la compagnie peut faire réviser la décision rendue en vertu des paragraphes 17.4(1), (3) ou (5) en déposant une requête auprès du Tribunal au plus tard à la date limite qui est indiquée à l'avis visé à l'article 17.5, ou dans le délai supérieur éventuellement accordé à sa demande par le Tribunal.</p>	Requête en révision
Effect of request	<p>(2) A request under subsection (1) for a review of a decision under subsection 17.4(5) does not operate as a stay of the decision.</p>	<p>(2) Le dépôt d'une requête en révision n'a pas pour effet de suspendre la décision rendue en vertu du paragraphe 17.4(5).</p>	Effet de la requête
Exception	<p>(3) On application in writing by the person or company affected by a decision made under subsection 17.4(5), after giving any notice to the Minister that is, in the member's opinion, necessary and after considering any representations made by the parties, a member of the Tribunal assigned for the purpose may grant a stay of the decision until the review is</p>	<p>(3) Sauf s'il est convaincu que cela constituerait un danger pour la sécurité ferroviaire, le conseiller commis à l'affaire qui est saisi d'une demande écrite de la personne ou la compagnie peut, après avoir donné au ministre le préavis qu'il estime indiqué et avoir entendu les observations des parties, prononcer la suspen-</p>	Exception

	completed, if he or she is satisfied that granting a stay would not constitute a threat to railway safety.	sion de la décision rendue en vertu du paragraphe 17.4(5) jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la requête en révision.	
Time and place for review	17.7 (1) On receipt of a request filed under subsection 17.6(1), the Tribunal shall appoint a time and place for the review and shall notify the Minister and the person who filed the request of the time and place in writing.	17.7 (1) Le Tribunal, sur réception de la requête, fixe les date, heure et lieu de l'audience et en avise par écrit le ministre et la personne qui a déposé la requête.	Audience 5
Review procedure	(2) The member of the Tribunal assigned to conduct the review shall provide the Minister and the person who filed the request with an opportunity consistent with procedural fairness and natural justice to present evidence and make representations.	(2) À l'audience, le conseiller commis à l'affaire accorde au ministre et à la personne qui a déposé la requête la possibilité de présenter leurs éléments de preuve et leurs observations, conformément aux principes de l'équité procédurale et de la justice naturelle.	Déroulement 10
Determination	(3) The member may confirm the decision of the Minister or refer the matter back to the Minister for reconsideration.	(3) Le conseiller peut confirmer la décision ou renvoyer l'affaire au ministre pour réexamen.	Décision 15
Effect of decision pending reconsideration	(4) If a decision under subsection 17.4(5) is referred back to the Minister for reconsideration under subsection (3), the decision of the Minister remains in effect until the reconsideration is concluded. However, the member, after considering any representations made by the parties, may grant a stay of the decision until the reconsideration is concluded, if he or she is satisfied that granting a stay would not constitute a threat to railway safety.	(4) En cas de renvoi de l'affaire au ministre, la décision d'annuler ou de suspendre continue d'avoir effet. Toutefois, le conseiller peut, après avoir entendu les observations des parties, prononcer la suspension de la décision rendue en vertu du paragraphe 17.4(5) jusqu'à ce que le ministre ait réexaminé celle-ci, s'il est convaincu que cela ne constitue pas un danger pour la sécurité ferroviaire.	Réexamen du dossier 20
Right of appeal	17.8 (1) Within thirty days after a determination made under subsection 17.7(3) by a member of the Tribunal, the person or company affected by the determination may appeal it to the Tribunal.	17.8 (1) La personne ou la compagnie peut faire appel au Tribunal de la décision rendue en vertu du paragraphe 17.7(3). Dans tous les cas, le délai d'appel est de trente jours suivant la décision.	Appel 25
Effect of request	(2) A request under subsection (1) for an appeal of a decision under subsection 17.4(5) does not operate as a stay of the decision.	(2) Le dépôt d'une demande d'appel n'a pas pour effet de suspendre la décision rendue en vertu du paragraphe 17.4(5).	Effet de la requête 30
Exception	(3) On application in writing by the person or company affected by a decision made under subsection 17.4(5), after giving any notice to the Minister that is, in the member's opinion, necessary and after considering any representations made by the parties, a member of the Tribunal assigned for the purpose may grant a stay of the decision until the appeal is completed, if he or she is satisfied that granting a stay would not constitute a threat to railway safety.	(3) Sauf s'il est convaincu que cela constituerait un danger pour la sécurité ferroviaire, le conseiller commis à l'affaire qui est saisi d'une demande écrite de la personne ou de la compagnie peut, après avoir donné au ministre le préavis qu'il estime indiqué et avoir entendu les observations des parties, prononcer la suspension de la décision rendue en vertu du paragraphe 17.4(5) jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande d'appel.	Exception 35

Loss of right of appeal	(4) A person or company that does not appear at a review hearing is not entitled to appeal a determination, unless they establish that there was sufficient reason to justify their absence.	(4) La personne ou la compagnie qui ne se présente pas à l'audience portant sur la requête en révision perd le droit de porter la décision en appel, à moins qu'elle ne fasse valoir des motifs valables justifiant son absence.	Perte du droit d'appel
Disposition of appeal	(5) The appeal panel of the Tribunal assigned to hear the appeal may dismiss the appeal or refer the matter back to the Minister for reconsideration.	(5) Le comité du Tribunal peut rejeter l'appel ou renvoyer l'affaire au ministre pour réexamen.	Sort de l'appel
Effect of decision pending reconsideration	(6) If a decision under subsection 17.4(5) is referred back to the Minister for reconsideration under subsection (5), the decision of the Minister remains in effect until the reconsideration is concluded. However, the appeal panel, after considering any representations made by the parties, may grant a stay of the decision made under subsection 17.4(5) until the reconsideration is concluded, if it is satisfied that granting a stay would not constitute a threat to railway safety.	(6) En cas de renvoi de l'affaire au ministre, la décision d'annuler ou de suspendre un certificat d'exploitation de chemin de fer 10 continue d'avoir effet. Toutefois, le comité peut, après avoir entendu les observations des parties, prononcer la suspension de la décision rendue en vertu du paragraphe 17.4(5) jusqu'à ce que le ministre ait révisé celle-ci, s'il est convaincu 15 que cela ne constitue pas un danger pour la sécurité ferroviaire.	Réexamen du dossier
Regulations	17.9 (1) The Governor in Council may make 20 regulations (a) respecting conditions to be met for the issuance of a railway operating certificate; (b) respecting the form and content of applications for railway operating certificates 25 and the process for obtaining a certificate or the variation of one; and (c) exempting any class of persons from the application of section 17.1.	17.9 (1) Le gouverneur en conseil peut 20 prendre des règlements : a) concernant les conditions à remplir pour la 20 délivrance d'un certificat d'exploitation de chemin de fer; b) concernant la forme et le contenu d'une demande de certificat d'exploitation de che- 25 min de fer et le processus d'obtention ou de modification d'un tel certificat; c) soustrayant des catégories de personnes à l'application de l'article 17.1.	Règlements
Application	(2) A regulation made under this section may 30 be general or applicable to a group or class of persons or companies.	(2) Un règlement pris en vertu du présent article peut être de portée générale ou limitée 30 quant aux groupes ou aux catégories de personnes ou de compagnies visés.	Portée des règlements
13. (1) Paragraph 18(1)(a) of the French version of the Act is replaced by the following:		13. (1) L'alinéa 18(1)a) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
a) régir toute question — notamment en matière de rendement — concernant l'exploitation ou l'entretien des lignes de chemin de fer, ou la conception, la construction, la modification, l'exploitation ou l'entretien de 40 matériel ferroviaire;		a) régir toute question — notamment en matière de rendement — concernant l'exploitation ou l'entretien des lignes de chemin de fer, ou la conception, la construction, la modification, l'exploitation ou l'entretien de 40 matériel ferroviaire;	
(2) Paragraphs 18(1)(c) and (d) of the Act are replaced by the following:		(2) Les alinéas 18(1)c) et d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :	

	(c) respecting the following matters, <u>to the extent that</u> they relate to safe railway operations, in relation to persons employed in positions referred to in paragraph (b):	c) en ce qui concerne la sécurité ferroviaire, régir la formation, préalable ou non, des titulaires <u>des postes visés à l'alinéa b)</u> , l'alternance de leurs périodes de travail et de repos et les normes de santé — notamment d'acuité auditive et visuelle — minimales à remplir, ainsi que la consommation d'alcool et de drogues par eux, ou interdire celle-ci, prévoir l'établissement d'un programme d'aide <u>pour eux</u> et de normes applicables à cet égard <u>et d'un régime d'attribution de licences à leur intention</u> ;			
	(i) the training of those persons, both before and after appointment to those positions,	5			
	(ii) hours of work and rest periods to be observed by those persons,				
	(iii) minimum medical, including audio-metric and optometric, standards to be met by those persons,	10			
	(iv) the control or prohibition of the consumption of alcoholic beverages and the use of drugs by those persons,	15			
	(v) the establishment of support programs for those persons and standards applicable to such programs, and				
	(vi) the establishment of a scheme for licensing <u>those</u> persons; and	20			
	(d) respecting the prevention and control of fires on railway works.				
	(3) Section 18 of the Act is amended by adding the following after subsection (2.1):		(3) L'article 18 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2.1), de ce qui suit :		
Application	(2.2) A regulation made under this section may be general or applicable to a group or class of persons or companies.	25	(2.2) Un règlement pris en vertu du présent article peut être de portée générale ou limitée quant aux groupes ou aux catégories de personnes ou de compagnies visés.	Portée des règlements	
1999, c. 9, s. 12	(4) Subsection 18(3) of the French version of the Act is replaced by the following:		(4) Le paragraphe 18(3) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :	1999, ch. 9, art. 12	
Incompatibilité	(3) Les dispositions des règlements pris par le gouverneur en conseil sous le régime des paragraphes (1) ou (2.1) annulent les dispositions incompatibles des règles approuvées par le ministre aux termes des articles 19 ou 20 relativement à une compagnie particulière.	30	(3) Les dispositions des règlements pris par le gouverneur en conseil sous le régime des paragraphes (1) ou (2.1) annulent les dispositions incompatibles des règles approuvées par le ministre aux termes des articles 19 ou 20 relativement à une compagnie particulière.	30	Incompatibilité
1999, c. 9, ss. 13 to 16	14. (1) Sections 19 to 22.1 of the Act are replaced by the following:		14. (1) Les articles 19 à 22.1 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :	1999, ch. 9, art. 13 à 16	
Formulation or revision of rules	19. (1) The Minister may, by order, require a company		19. (1) Le ministre peut, par arrêté, enjoindre à une compagnie soit d'établir des règles concernant l'un des domaines visés aux paragraphes 18(1) ou (2.1), soit de modifier de telles	Arrêté ministériel	

(a) to formulate rules respecting any matter referred to in subsection 18(1) or (2.1) or to revise its rules respecting that matter; and

(b) within a specified period, to file the formulated or revised rules with the Minister for approval.

Company to consult

(2) A company shall not file rules with the Minister under subsection (1) unless it has first, during a period of sixty days, given a reasonable opportunity for consultation with it on the rules to

(a) in the case of a railway company, each relevant association or organization that is likely to be affected by the implementation of the rules; or

(b) in the case of a local railway company, any railway company on whose railway the local railway company operates railway equipment and that is likely to be affected by the implementation of the rules.

Notice to accompany rules

(3) When rules are filed with the Minister by a company pursuant to an order under subsection (1), the company shall, by notice filed with those rules, identify each association or organization or any railway company that was consulted and attach a copy of any objection that is made by any of them on grounds of safety.

Consideration of rules

(4) After rules are filed with the Minister by a company pursuant to an order under subsection (1), the Minister shall consider, without delay, whether, in the Minister's opinion and after having regard to current railway practice, to the views of the company and the views of each relevant association or organization or any railway company identified under subsection (3) and to any other factor that the Minister considers relevant, those rules are conducive to safe railway operations by the company, and shall, before the expiration of the assessment period in relation to those rules,

(a) if the Minister is so satisfied, notify the company and each association or organization or any railway company identified under subsection (3) that the Minister approves

règles et d'en déposer auprès de lui, pour approbation, le texte original ou modifié, dans un délai déterminé.

(2) La compagnie ne peut procéder au dépôt qu'après avoir donné aux entités ci-après la possibilité, pendant soixante jours, de lui faire part de leurs observations :

Consultations

a) dans le cas d'une compagnie de chemin de fer, les organisations intéressées susceptibles d'être touchées par la mise en oeuvre des règles;

b) dans le cas d'une compagnie de chemin de fer locale, la compagnie de chemin de fer sur la ligne de laquelle elle exploite du matériel ferroviaire et qui est susceptible d'être touchée par la mise en oeuvre des règles.

Avis d'opposition

(3) Malgré l'opposition par une organisation intéressée ou une compagnie de chemin de fer, pour des motifs de sécurité, à la mise en oeuvre des règles, la compagnie joint, le cas échéant, au texte qu'elle dépose un avis au ministre donnant le nom de l'organisation ou de la compagnie de chemin de fer qui ont été consultées et, le cas échéant, une copie de l'avis d'opposition.

Décision du ministre

(4) Le ministre doit, aussitôt que possible après le dépôt du texte mais, en tout état de cause, avant l'expiration du délai d'examen, décider si les règles dont le texte a été déposé en application du paragraphe (1) contribuent ou non à la sécurité de l'exploitation ferroviaire de la compagnie, après avoir tenu compte des usages en la matière, de l'opinion de la compagnie, de toute organisation ou de toute compagnie de chemin de fer visée au paragraphe (3) et de tout point qu'il juge utile, et notifier à ces dernières, dans le cas d'une décision positive, son approbation en précisant, le cas échéant, les conditions, ou, dans le cas contraire, son refus et ses motifs.

	those rules, either absolutely or on <u>any</u> terms and conditions <u>that</u> are specified in the notice; or		
	(b) if the Minister is not <u>so</u> satisfied, notify the company and each association or organization or <u>any railway company</u> identified under subsection (3) that the Minister refuses to approve those rules and of the reasons why the Minister is not so satisfied.	5	
Request for amendment to terms and conditions	(4.1) A company referred to in subsection (4) may, <u>on the basis of new information about the safety of railway operations</u> , request the Minister to amend <u>the terms and conditions</u> specified under <u>paragraph (4)(a)</u> , and shall send a copy of the request to	10	(4.1) La compagnie peut, à la lumière de nouveaux renseignements touchant la sécurité ferroviaire, demander au ministre de modifier les conditions de l'approbation; elle fait parvenir une copie des modifications proposées :
	(a) in the case of a railway company, each relevant association or organization that is likely to be affected by the amendment to the terms and conditions; or	15	a) dans le cas d'une compagnie de chemin de fer, aux organisations intéressées susceptibles d'être touchées par la modification des conditions;
	(b) in the case of a local railway company, any railway company on whose railway the local railway company operates railway equipment and that is likely to be affected by the amendment to the terms and conditions.	20	b) dans le cas d'une compagnie de chemin de fer locale, à la compagnie de chemin de fer sur la ligne de laquelle elle exploite du matériel ferroviaire et qui est susceptible d'être touchée par la modification des conditions.
		25	
Amendments	(4.2) After receiving a request from a company under subsection (4.1), the Minister may amend <u>the terms and conditions</u> and, <u>in that case</u> , shall provide a copy of the amendments to each relevant association or organization, or any railway company, referred to in subsection (4.1).	30	(4.2) Le ministre peut modifier les conditions de l'approbation; il fait parvenir, le cas échéant, une copie des modifications aux organisations visées à l'alinéa (4.1)a) ou à la compagnie de chemin de fer visée à l'alinéa (4.1)b).
Minister may seek advice	(5) The Minister may, in deciding whether to approve rules filed by a company, engage any person or organization having expertise in matters relating to safe railway operations to furnish advice in relation to the matter.	35	(5) Le ministre peut, pour former sa décision, retenir les services d'associations spécialisées ou d'experts en matière de sécurité ferroviaire.
Effective date of rules	(5.1) Rules approved by the Minister under subsection (4) come into force on a day specified by the Minister, but if they replace any regulations, they may not come into force earlier than the day on which the regulations are repealed.	40	(5.1) Les règles approuvées par le ministre entrent en vigueur au plus tôt à la date d'abrogation du règlement qu'elles remplacent, le cas échéant, ou à la date fixée par arrêté du ministre.
Revision of rules	(6) <u>If</u> the Minister notifies a company that the Minister refuses to approve rules filed by the company in respect of a matter pursuant to an order under subsection (1),	45	(6) Lorsque le ministre notifie à une compagnie son refus d'approuver les règles établies par celle-ci sans préciser son intention d'établir lui-même sous le régime du paragraphe (7), la compagnie peut établir de nouvelles

Demande de modification

5

10

15

Modifications

20

Experts

Entrée en vigueur

Nouvelles règles

(a) the company may, unless the Minister indicates in that notice an intention to establish rules in respect of that matter under subsection (7), formulate and file with the Minister further rules as if the order made pursuant to subsection (1) had been made on the date of receipt by the company of the notice of refusal; and

(b) the provisions of this section apply in relation to those further rules, with any modifications that the circumstances require.

Failure to file rules

(7) If, in respect of a matter, a company fails to file rules pursuant to an order under subsection (1), or a company files rules pursuant to an order under subsection (1) but the Minister refuses to approve those rules, the Minister may, by order, establish rules in respect of that matter.

règles et en déposer le texte auprès du ministre comme si l'obligation et le délai correspondant prévus au paragraphe (1) avaient été stipulés à la date de réception de l'avis de refus. Les dispositions du présent article s'appliquent aux nouvelles règles, compte tenu des adaptations de circonstance.

(7) Lorsqu'une compagnie omet de procéder au dépôt prévu au paragraphe (1) concernant un domaine donné ou qu'elle est avisée du refus d'approbation des règles dont elle a déposé le texte, le ministre peut, par arrêté, établir des règles à son égard concernant ce domaine.

Règles établies par le ministre

Consultation

(8) The Minister may not, under this section, establish rules applying to a company unless the Minister

(8) Le ministre ne peut se prévaloir du présent article pour établir des règles à l'égard d'une compagnie, sauf si :

Consultations

(a) has given, during a period of sixty days, a reasonable opportunity for consultation with the Minister on the rules to that company and

(i) in the case of a railway company, to each relevant association or organization that is likely to be affected by the implementation of the rules, and

(ii) in the case of a local railway company, to any railway company on whose railway the local railway company operates railway equipment and that is likely to be affected by the implementation of the rules; and

(b) has considered any objection, on grounds of safety, to the establishment of the rules that is made in the course of that consultation.

a) d'une part, il a donné à celle-ci, ainsi qu'aux entités ci-après, la possibilité, pendant soixante jours, de lui faire part de leurs observations :

(i) dans le cas d'une compagnie de chemin de fer, les organisations intéressées susceptibles d'être touchées par la mise en oeuvre des règles,

(ii) dans le cas d'une compagnie de chemin de fer locale, la compagnie de chemin de fer sur la ligne de laquelle elle exploite du matériel ferroviaire et qui est susceptible d'être touchée par la mise en oeuvre des règles;

b) d'autre part, il a tenu compte des oppositions formulées à cette occasion pour des motifs de sécurité.

Rules established by Minister

(9) Rules established by the Minister under subsection (7) in relation to a company have the same effect as if they had been formulated by the company and approved by the Minister under subsection (4).

(9) Les règles établies par le ministre à l'égard d'une compagnie s'appliquent comme si elles l'avaient été par cette compagnie et approuvées par lui.

Effet des règles ministérielles

Definition of "assessment period"

(10) Subject to subsection (11), in this section, "assessment period", in relation to rules filed with the Minister under this section, means

(10) Pour l'application du présent article, le délai d'examen est de soixante jours suivant le dépôt des règles; il peut toutefois faire l'objet d'une prorogation, avant expiration, que le

Délai d'examen

	<p>(a) the period of sixty days commencing on <u>the day after</u> the day on which the rules are filed; or</p> <p>(b) if, before the expiration of <u>that period of sixty days</u>, the Minister determines that, by reason of the complexity of the rules <u>or</u> the number of rules filed or <u>for any other reason</u>, it will not be feasible to consider the rules <u>within</u> that period, and so notifies the company concerned, <u>any greater period that</u> the Minister specifies in the notice.</p>	<p>ministre spécifie et notifie à la compagnie au motif qu'il lui est impossible de procéder à l'examen dans le délai normal, notamment en raison de la complexité de ces règles ou du nombre de règles déposées auprès de lui.</p>	
Period of inquiry not part of assessment period	<p>(11) If, pursuant to section 40, the Minister directs persons to conduct an inquiry respecting proposed rules, the period commencing on the day when the Minister so directs and ending on the day when the persons report back to the Minister pursuant to section 40 shall be disregarded in computing the assessment period.</p>	<p>(11) Est exclue du délai d'examen la période comprise entre le renvoi pour enquête visé à l'article 40 et la remise au ministre du rapport d'enquête.</p>	Exclusion du délai d'examen
Formulation or revision of rules	<p>20. (1) A company shall file with the Minister for approval any rules in respect of any matter referred to in subsection 18(1) or (2.1) that it proposes to formulate or revise on its own initiative.</p>	<p>20. (1) La compagnie qui se propose d'établir des règles concernant l'un des domaines visés aux paragraphes 18(1) ou (2.1) ou de modifier de telles règles en dépose, pour approbation, le texte auprès du ministre.</p>	Initiative de la compagnie
Consultation	<p>(2) A company <u>may</u> not file rules with the Minister under subsection (1) unless it has first given a reasonable opportunity during a period of sixty days <u>for consultation</u> with it concerning the rules,</p> <p>(a) <u>in the case of a railway company</u>, to each relevant association or organization that is likely to be affected by <u>the implementation of the rules</u>; or</p> <p>(b) <u>in the case of a local railway company</u>, to any railway company on whose railway the local railway company operates railway equipment and that is likely to be affected by the implementation of the rules.</p>	<p>(2) La compagnie ne peut procéder au dépôt qu'après avoir donné aux <u>entités ci-après</u> la possibilité, pendant soixante jours, de lui faire part de leurs observations :</p> <p><u>a) dans le cas d'une compagnie de chemin de fer</u>, les organisations intéressées susceptibles d'être touchées par la mise en oeuvre des règles;</p> <p><u>b) dans le cas d'une compagnie de chemin de fer locale</u>, la compagnie de chemin de fer sur la ligne de laquelle elle exploite du matériel ferroviaire et qui est susceptible d'être touchée par la mise en oeuvre des règles.</p>	Consultations
Rules to be accompanied by notice	<p>(3) Rules filed with the Minister by a company pursuant to subsection (1) shall be accompanied by a notice</p> <p>(a) setting out the reasons why the company proposes to formulate or revise the rules; and</p>	<p>(3) La compagnie joint au texte qu'elle dépose un avis donnant l'exposé de ses motifs ainsi que le nom des éventuels opposants et une copie de l'avis d'opposition.</p>	Dossier de l'énoncé

(b) identifying any relevant association or organization or any railway company that objects, on grounds of safety, to the implementation of those rules and attaching a copy of the notice of objection. 5

Application of certain provisions

(4) Subsections 19(4) to (5.1), (10) and (11) apply in relation to the filing and consideration of rules filed with the Minister under subsection (1) as if the rules had been duly filed in compliance with an order made under subsection 19(1). 10

(4) Les paragraphes 19(4) à (5.1), (10) et (11) s'appliquent aux règles déposées dans le cadre du paragraphe (1) comme si elles l'avaient été conformément à l'arrêté visé au paragraphe 19(1). 5

Application de certaines dispositions

Third party

20.1 A third party may act for and on behalf of a company in all matters relating to the formulation or revision of rules under sections 19 and 20. 15

20.1 Un tiers peut agir au nom d'une compagnie pour toute question relative à la formulation ou à la révision des règles prévues aux articles 19 et 20.

Rôle d'un tiers

Regulations — formulation of rules

20.2 (1) The Governor in Council may make regulations respecting the process for the formulation or revision of rules applicable to companies and for the amendment of their terms and conditions. 20

20.2 (1) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements régissant le processus de formulation et de révision des règles applicables aux compagnies ainsi que le processus de modification des conditions. 10

Règlements — formulation des règles

Application

(2) A regulation made under subsection (1) may be general or applicable to a group or class of companies.

(2) Un règlement pris en vertu du paragraphe (1) peut être de portée générale ou limitée quant aux groupes ou aux catégories de compagnies visés. 15

Portée des règlements

MISCELLANEOUS PROVISIONS RELATING TO REGULATIONS AND RULES 25

DISPOSITIONS DIVERSES CONCERNANT LES RÈGLES ET LES RÈGLEMENTS 20

Uniformity of rules

21. In establishing, under section 19 or 20, rules applying to a particular company or in deciding, under section 19 or 20, whether to approve rules formulated or revised by, and applying to, a particular company, the Minister shall, to the extent that it is, in the opinion of the Minister, reasonable and practicable to do so, ensure that those rules are uniform with rules dealing with a like matter and applying to other companies. 30 35

21. Dans l'établissement ou l'approbation de règles à l'égard d'une compagnie au titre des articles 19 ou 20, le ministre veille, compte tenu des circonstances, à leur uniformité avec les règles à objet comparable applicables aux autres compagnies. 25

Uniformité

Exemption by order in council

22. (1) The Governor in Council may, by order, on any terms and conditions that are specified in the order,

(a) exempt a specified company, specified railway equipment or a specified railway work from the application of a specified provision of regulations made under subsection 18(1) or (2.1) or of rules in force under section 19 or 20; or 40

22. (1) Le gouverneur en conseil peut, par décret, aux conditions qui y sont fixées, soustraire une compagnie ou des installations ou du matériel ferroviaires à l'application d'une disposition soit des règlements pris sous le régime des paragraphes 18(1) ou (2.1), soit des règles en vigueur sous le régime des articles 19 ou 20. Il peut, de la même manière, soustraire une personne à l'application d'une disposition des règlements pris sous le régime du paragraphe 18(2). 30 35

Exemption par le gouverneur en conseil

Exemption by Minister	<p>(b) exempt a specified person from the application of a specified provision of regulations made under subsection 18(2).</p> <p>(2) If, in the opinion of the Minister, the exemption is in the public interest and is not likely to threaten safe railway operations, he or she may, by notice, on any terms and conditions that are specified in the notice,</p>	<p>(2) Le ministre peut, aux conditions fixées dans l'avis à cet effet, soustraire une compagnie ou des installations ou du matériel ferroviaires à l'application d'une disposition soit des règlements pris sous le régime des paragraphes 18(1) ou (2.1), soit des règles en vigueur sous le régime des articles 19 ou 20, s'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire et que la sécurité ferroviaire ne risque pas d'être compromise. Il peut, de la même manière et sous réserve de la même appréciation, soustraire une personne à l'application d'une disposition des règlements pris sous le régime du paragraphe 18(2).</p>	Exemption par le ministre
Sending of notices	<p>(a) exempt a specified company, specified railway equipment or a specified railway work from the application of a specified provision of regulations made under subsection 18(1) or (2.1) or of rules in force under section 19 or 20; or</p> <p>(b) exempt a specified person from the application of a specified provision of regulations made under subsection 18(2).</p> <p>(3) A notice under subsection (2) shall be sent to the company or person exempted by the notice and takes effect on receipt by that company or person.</p>	<p>(3) L'avis prévu au paragraphe (2) est transmis à la compagnie ou à la personne exemptée et prend effet à sa réception par celle-ci.</p>	Notification
Application	<p>(4) A company may apply to the Minister for an exemption from the application of a specified provision of regulations under subsection 18(1), (2) or (2.1) or of rules in force under section 19 or 20.</p>	<p>(4) La compagnie peut demander au ministre d'être soustraite à l'application d'une disposition soit des règlements pris sous le régime des paragraphes 18(1), (2) ou (2.1), soit des règles en vigueur sous le régime des articles 19 ou 20.</p>	Demande de la compagnie
Company to consult	<p>(5) A company may not apply for an exemption under subsection (4) unless it has first given</p> <p>(a) in the case of a railway company, each relevant association or organization that is likely to be affected by the exemption, and</p> <p>(b) in the case of a local railway company, any railway company on whose line the local railway company operates railway equipment and that is likely to be affected by the exemption,</p> <p>a reasonable opportunity during a period of sixty days to consult with it, except that it may apply for the exemption before the end of those sixty days if it has received comments from all those associations and organizations or from that railway company, as the case may be.</p>	<p>(5) La compagnie ne peut faire la demande visée au paragraphe (4) qu'après avoir donné aux entités ci-après la possibilité, pendant soixante jours, de lui faire part de leurs observations :</p> <p>a) dans le cas d'une compagnie de chemin de fer, les organisations intéressées susceptibles d'être touchées par l'exemption;</p> <p>b) dans le cas d'une compagnie de chemin de fer locale, la compagnie de chemin de fer sur la ligne de laquelle elle exploite du matériel ferroviaire et qui est susceptible d'être touchée par l'exemption.</p> <p>Elle peut toutefois la faire avant l'expiration de ce délai si elle a reçu les observations de toutes ces organisations ou de la compagnie de chemin de fer, selon le cas.</p>	Consultations

Copy of comments

(6) The company shall send with its application to the Minister a copy of all comments received from relevant associations and organizations or the railway company.

(6) La compagnie fait parvenir au ministre, en même temps que la demande, une copie des observations qu'elle a reçues.

Copie des observations

Period for granting application

(7) The Minister may grant the application within sixty days after receiving it if, in the opinion of the Minister, the exemption is in the public interest and is not likely to threaten safe railway operations. The Minister may extend the time for granting the application for an additional period of up to sixty days.

(7) Le ministre peut, dans les soixante jours suivant la réception de la demande, agréer celle-ci s'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire et que la sécurité ferroviaire ne risque pas d'être compromise. Il peut en outre prolonger le délai d'au plus soixante jours.

Délai de 60 jours pour agréer la demande

Other exemptions

22.1 (1) A company that proposes to conduct testing relating to railway transportation, or that requires an immediate exemption of short duration, may by notice seek an exemption from the application of any provision of standards formulated under section 7, regulations made under subsection 18(1) or (2) or 24(1) or rules in force under section 19 or 20 for a period of up to six months.

22.1 (1) La compagnie qui se propose de faire des essais en matière de transport ferroviaire ou qui a besoin sans tarder d'une exemption de courte durée peut, par avis, demander d'être soustraite à l'application d'une disposition soit des normes établies sous le régime de l'article 7, soit des règlements pris sous le régime des paragraphes 18(1) ou (2) ou 24(1), soit des règles en vigueur sous le régime des articles 19 ou 20, pour une durée d'au plus six mois.

Exemption provisoire

Notice

(2) A notice under subsection (1) shall be filed with the Minister and

(2) L'avis visé au paragraphe (1) est déposé auprès du ministre et :

Dépôt de l'avis

(a) in the case of a railway company, each relevant association or organization that is likely to be affected by the exemption; or

a) dans le cas d'une compagnie de chemin de fer, des organisations intéressées susceptibles d'être touchées par l'exemption;

(b) in the case of a local railway company, any railway company on whose railway the local railway company operates railway equipment and that is likely to be affected by the exemption.

b) dans le cas d'une compagnie de chemin de fer locale, de la compagnie de chemin de fer sur la ligne de laquelle elle exploite du matériel ferroviaire et qui est susceptible d'être touchée par l'exemption.

Objections

(3) Each of the relevant associations or organizations or the railway company to which notice must be given, as the case may be, may object to an exemption on grounds of safety by filing its objection with the Minister and the company within fourteen days after the notice referred to in subsection (1) is filed.

(3) L'organisation ou la compagnie de chemin de fer intéressée que l'on doit aviser peut, pour des motifs de sécurité, s'opposer à l'exemption; elle fait parvenir son avis d'opposition au ministre et à la compagnie dans les quatorze jours suivant la notification de l'avis visé au paragraphe (1).

Opposition

Minister's decision

(4) The Minister may

(4) Le ministre peut :

Délais impartis au ministre

(a) within twenty-one days after the filing of an objection under subsection (3), confirm the objection if the Minister decides that the exemption threatens safety;

a) dans les vingt-et-un jours suivant le dépôt de l'avis visé au paragraphe (3), maintenir l'opposition s'il estime que l'exemption compromet la sécurité;

	<p>(b) within twenty-one days after the filing of an objection under subsection (3) or within thirty-five days after receiving a notice under subsection (1), impose terms and conditions on the exemption that the Minister considers appropriate, if the Minister is of the opinion that the exemption without terms and conditions is not in the public interest or is likely to threaten safety; or</p> <p>(c) within <u>thirty-five</u> days after receiving the notice under subsection (1), <u>deny</u> the exemption if the Minister is of the opinion that the exemption is not in the public interest or is likely to threaten safety.</p>	<p>b) dans les vingt-et-un jours suivant le dépôt de l'avis visé au paragraphe (3) ou dans les trente-cinq jours suivant la réception de l'avis visé au paragraphe (1), assortir l'exemption des conditions qu'il estime indiquées, s'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire ou que la sécurité risque d'être compromise;</p> <p>c) dans les <u>trente-cinq</u> jours suivant la réception de l'<u>avis visé au paragraphe (1)</u>, <u>refuser</u> de son propre chef l'exemption, s'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire ou que la sécurité risque d'être compromise.</p>	
Effective date	<p>(5) An exemption is effective if</p> <p>(a) the company receives a response from the Minister and each of those associations and organizations or the railway company, as the case may be, indicating that they do not object to the exemption;</p> <p>(b) no objections are confirmed by the Minister under paragraph (4)(a);</p> <p>(c) the Minister, instead of making or confirming an objection, imposes terms and conditions under paragraph (4)(b) and the company complies with the terms and conditions; or</p> <p>(d) the Minister does not deny the exemption under paragraph (4)(c).</p>	<p>(5) L'exemption prévue au paragraphe (1) est accordée si :</p> <p>a) la compagnie qui demande l'exemption reçoit des organisations intéressées ou des compagnies de chemin de fer, selon le cas, et du ministre une réponse indiquant qu'ils ne s'opposent pas à l'exemption;</p> <p>b) aucune opposition ne subsiste au titre de l'alinéa (4)a);</p> <p>c) le ministre, au lieu de refuser l'exemption ou de maintenir l'opposition en vertu du paragraphe (4), assortit l'exemption de conditions en vertu de l'alinéa (4)b) et la compagnie de chemin de fer s'y conforme;</p> <p>d) le ministre ne refuse pas l'exemption au titre de l'alinéa (4)c).</p>	<p>15 Date effective</p> <p>20</p> <p>25</p> <p>30</p>
	<p>(2) Subsections 19(2) and (3) of the Act, as enacted by subsection (1), are replaced by the following:</p>	<p>(2) Les paragraphes 19(2) et (3) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), sont remplacés par ce qui suit :</p>	
Manner of making rules	<p>(2) A company shall comply with the regulations made under section 20.2 in the formulation and filing of its rules.</p>	<p>(2) La compagnie formule et dépose des règles conformément au processus établi par règlement en vertu de l'article 20.2.</p>	<p>35 Processus — règles</p>
	<p>(3) Subsections 19(4) to (4.2) of the Act, as enacted by subsection (1), are replaced by the following:</p>	<p>(3) Les paragraphes 19(4) à (4.2) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), sont remplacés par ce qui suit :</p>	
Consideration of rules	<p>(4) <u>If</u> rules are filed with the Minister by a company pursuant to an order under subsection (1), the Minister shall <u>without delay</u> consider whether, in the Minister's opinion, those rules are conducive to safe railway operations by the company — having regard to current railway practice, to the views of the company <u>and each</u></p>	<p>(4) Le ministre doit, aussitôt que possible après le dépôt du texte mais, en tout état de cause, avant l'expiration du délai d'examen, décider si les règles dont le texte a été déposé en <u>application</u> du paragraphe (1) contribuent ou non à la sécurité de l'exploitation ferroviaire de la compagnie, après avoir tenu compte des</p>	<p>40 Décision du ministre</p> <p>45</p>

person that the company was required by the regulations to consult on the rules, and to any other factor that the Minister considers relevant — and shall, before the expiration of the assessment period in relation to those rules,

(a) if the Minister is satisfied that the rules are conducive to those operations, notify the company and each person whose views were considered that the Minister approves those rules, either absolutely or on any terms and conditions that are specified in the notice; or

(b) if the Minister is not so satisfied, notify the company and each person whose views were considered that the Minister refuses to approve those rules and of the reasons why the Minister is not so satisfied.

(4.1) A company referred to in subsection (4) may, on the basis of new information about the safety of railway operations, request the Minister to amend any terms or conditions specified under that subsection in accordance with the prescribed process.

(4.2) After receiving a request from a company under subsection (4.1), the Minister may amend any terms or conditions specified under subsection (4) and, in that case, shall provide a copy of the amendments to each person that the company was required by regulation to consult on the request for amendments.

(4) Paragraph 19(8)(a) of the Act, as enacted by subsection (1), is replaced by the following:

(a) has given, during a period of sixty days, a reasonable opportunity to consult with the Minister on the rules to that company and each person that the company would be required to consult if the rules were formulated by the company following an order made under subsection (1); and

(5) Subsections 20(2) and (3) of the Act, as enacted by subsection (1), are replaced by the following:

(2) A company shall comply with the regulations made under section 20.2 in the formulation and revision of its rules.

usages en la matière, de l'opinion de la compagnie et de toute personne dont les règlements exigent qu'elle soit consultée sur les règles par la compagnie, et de tout point qu'il juge utile, et notifier à ces dernières, dans le cas d'une décision positive, son approbation en précisant, le cas échéant, les conditions, ou, dans le cas contraire, son refus et ses motifs.

(4.1) La compagnie visée au paragraphe (4) peut, à la lumière de nouveaux renseignements touchant la sécurité ferroviaire, demander au ministre de modifier les conditions de l'approbation conformément au processus réglementaire.

(4.2) Le ministre peut modifier les conditions de l'approbation; il fait parvenir, le cas échéant, une copie des modifications à toute personne dont les règlements exigent qu'elle soit consultée par la compagnie au sujet de la demande de modification.

(4) L'alinéa 19(8)a de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

a) d'une part, il a donné à celle-ci, ainsi qu'à toute personne que la compagnie est tenue de consulter si les règles ont été établies par celle-ci en vertu d'une ordonnance prise au titre du paragraphe (1), la possibilité, pendant soixante jours, de lui faire part de leurs observations;

(5) Les paragraphes 20(2) et (3) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), sont remplacés par ce qui suit :

(2) La compagnie établit et modifie des règles conformément au processus établi par règlement en vertu de l'article 20.2.

Request for amendment to terms and conditions

Amendments

Manner of making rules

Demande de modification

Modifications

Processus — règles

1999, c. 9, s. 17

15. Section 23 of the Act is repealed.**15. L'article 23 de la même loi est abrogé.**1999, ch. 9,
art. 171994, c. 15,
s. 1(F)**16. (1) Paragraph 24(1)(f) of the Act is replaced by the following:**

(f) for restricting or preventing, by means of fences, signs or any other means, access to the land on which a line of railway is situated by persons — other than employees or agents or mandataries of the railway company concerned, or of the local railway company authorized to operate railway equipment on the railway — or by vehicles or animals, if their presence on that land would constitute a threat to safe railway operations;

(2) Subsection 24(2) of the French version of the Act is replaced by the following:

(2) La compagnie de chemin de fer exploitant la voie ferrée contiguë à un terrain paie au propriétaire, au locataire ou à l'occupant de celui-ci ou des bâtiments ou autres ouvrages qui y sont situés, ou au propriétaire des mines ou autres installations qui y sont exploitées, les dommages-intérêts entraînés par l'application des règlements pris sous le régime du présent article, convenus entre elle et le propriétaire, le locataire ou l'occupant ou, à défaut d'entente, fixés aux termes de l'article 26.

Dommages-
intérêts1999, c. 9,
s. 20(1)**17. (1) Subsection 25(1) of the English version of the Act is replaced by the following:**

25. (1) For the purpose of preventing a threat to safe railway operations on a line of railway or restoring safe railway operations on a line of railway, a railway company may enter onto any land adjoining the land on which the line of railway is situated

Entry onto land
adjoining line of
railway

(a) at any time, in order to maintain or alter railway works or remove obstructions to them, if no other access to the line of railway is reasonably available, and remain on the land for as long as is necessary to accomplish that purpose;

(b) at any time, in order to deal with any fire occurring on either of those lands;

16. (1) L'alinéa 24(1)(f) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

f) l'interdiction ou la limitation, notamment par l'installation de clôtures ou de signaux, de l'accès à l'emplacement de la voie de personnes, à l'exception des préposés et mandataires de la compagnie de chemin de fer concernée — ou de la compagnie de chemin de fer locale autorisée à exploiter du matériel ferroviaire sur le chemin de fer —, de véhicules et d'animaux, afin d'éviter que ne soit compromise la sécurité ferroviaire;

(2) Le paragraphe 24(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) La compagnie de chemin de fer exploitant la voie ferrée contiguë à un terrain paie au propriétaire, au locataire ou à l'occupant de celui-ci ou des bâtiments ou autres ouvrages qui y sont situés, ou au propriétaire des mines ou autres installations qui y sont exploitées, les dommages-intérêts entraînés par l'application des règlements pris sous le régime du présent article, convenus entre elle et le propriétaire, le locataire ou l'occupant ou, à défaut d'entente, fixés aux termes de l'article 26.

Dommages-
intérêts**17. (1) Le paragraphe 25(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

25. (1) For the purpose of preventing a threat to safe railway operations on a line of railway or restoring safe railway operations on a line of railway, a railway company may enter onto any land adjoining the land on which the line of railway is situated

1999, ch. 9,
par. 20(1)

30

Entry onto land
adjoining line of
railway

(a) at any time, in order to maintain or alter railway works or remove obstructions to them, if no other access to the line of railway is reasonably available, and remain on the land for as long as is necessary to accomplish that purpose;

(b) at any time, in order to deal with any fire occurring on either of those lands;

(c) at any reasonable time, on giving notice in writing of its intention to do so to the owner of the adjoining land, in order to cut down trees or brush that has been permitted to grow on that land in contravention of regulations made under paragraph 24(1)(e); or

(d) at any time between November 1 and March 31, in order to install or maintain a snow fence.

(2) Subsections 25(2) and (3) of the French version of the Act are replaced by the following:

(2) La compagnie de chemin de fer fait enlever les paraneiges au plus tard le 1^{er} avril suivant la date de leur installation.

(3) La compagnie de chemin de fer ou l'autorité responsable du service de voirie qui exerce les pouvoirs prévus au présent article paie au propriétaire, au locataire ou à l'occupant concerné les dommages-intérêts entraînés par cet exercice et convenus entre elle et ceux-ci ou, à défaut d'entente, fixés aux termes de l'article 26. Cet exercice n'est cependant pas subordonné au paiement préalable des dommages-intérêts.

18. Section 26.2 of the French version of the Act is replaced by the following:

26.2 Les usagers de la route doivent, à tout franchissement routier, céder le passage au train dont l'approche a été adéquatement signalée.

19. Subsection 27(1) of the Act is replaced by the following:

27. (1) The Minister may designate any person whom the Minister considers qualified as a railway safety inspector or a screening officer for the purposes of this Act and the Minister shall determine the matters in respect of which, and the restrictions or conditions under which, the person may exercise the powers of a railway safety inspector or screening officer.

(1.1) When carrying out powers and duties under this Act, a person designated under subsection (1) is acting for and on behalf of the Minister.

(c) at any reasonable time, on giving notice in writing of its intention to do so to the owner of the adjoining land, in order to cut down trees or brush that has been permitted to grow on that land in contravention of regulations made under paragraph 24(1)(e); or

(d) at any time between November 1 and March 31, in order to install or maintain a snow fence.

(2) Les paragraphes 25(2) et (3) de la version française de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) La compagnie de chemin de fer fait enlever les paraneiges au plus tard le 1^{er} avril suivant la date de leur installation.

(3) La compagnie de chemin de fer ou l'autorité responsable du service de voirie qui exerce les pouvoirs prévus au présent article paie au propriétaire, au locataire ou à l'occupant concerné les dommages-intérêts entraînés par cet exercice et convenus entre elle et ceux-ci ou, à défaut d'entente, fixés aux termes de l'article 26. Cet exercice n'est cependant pas subordonné au paiement préalable des dommages-intérêts.

18. L'article 26.2 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

26.2 Les usagers de la route doivent, à tout franchissement routier, céder le passage au train dont l'approche a été adéquatement signalée.

19. Le paragraphe 27(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

27. (1) Le ministre peut désigner les personnes qu'il estime qualifiées pour remplir les fonctions d'inspecteur de la sécurité ferroviaire ou celles d'agent de contrôle dans le cadre de la présente loi. Il doit, à l'égard de ces personnes, préciser leur champ de compétence ainsi que les modalités selon lesquelles elles exercent leurs fonctions.

(1.1) Dans l'exercice de leurs fonctions en vertu de la présente loi, les personnes désignées en vertu du paragraphe (1) agissent pour le ministre et en son nom.

1999, c. 9, s. 20(3)

Enlèvement de paraneiges

Dommages-intérêts

1999, c. 9, s. 20.1

Priorité aux trains

1999, c. 9, s. 22

Designation

Exercise of powers and duties

10

10

15

20

25

30

40

45

10

10

15

20

25

30

40

45

1999, ch. 9, par. 20(3)

Enlèvement de paraneiges

Dommages-intérêts

1999, ch. 9, art. 20.1

Priorité aux trains

1999, ch. 9, art. 22

Désignation

Exercice des fonctions

1999, c. 9, s. 23

20. Paragraph 28(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) for the purpose of ensuring compliance with this Act and with the regulations, emergency directives, rules, orders and security measures made under this Act, enter any place, other than a private dwelling-place, where activities are carried on that relate directly or indirectly to the operation or maintenance of a railway or the operation of railway equipment, and carry out any inspection that the inspector considers necessary in relation to the matters designated by the Minister under section 27 in respect of which the inspector may exercise the powers of a railway safety inspector;

21. (1) Subsection 31(1) of the Act is replaced by the following:

31. (1) If a railway safety inspector is of the opinion that the standard of construction or maintenance of a line work or railway equipment of a company poses a threat to safe railway operations, the inspector

(a) shall, by notice sent to the company, inform the company of that opinion and of the reasons for it; and

(b) may, in the notice, if the inspector is satisfied that the threat is immediate, order the company to ensure that the line work or railway equipment not be used, or not be used otherwise than under terms and conditions specified in the notice, until the threat is removed to the inspector's satisfaction.

Inspector may forbid or restrict use of unsafe works or equipment

1999, c. 9, s. 24(1)

(2) Subsection 31(2) of the French version of the Act is replaced by the following:

(2) L'inspecteur transmet au responsable de l'entretien d'ouvrages de franchissement un avis pour l'informer de son opinion et des motifs de celle-ci, lorsqu'il estime que les normes de construction ou d'entretien de ceux-ci risquent de compromettre la sécurité ferroviaire; il transmet aussi l'avis à la compagnie de chemin de fer concernée. S'il est convaincu que le risque est imminent, il peut en outre ordonner au responsable ou à la compagnie de chemin de fer, pour ce qui est de l'ouvrage de franchissement

Interdiction d'usage pour mauvais état d'ouvrages de franchissement

20. L'alinéa 28(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) en vue d'assurer l'observation de la présente loi et de ses textes d'application, procéder à la visite de tous lieux, autre qu'une maison d'habitation, où se déroulent des activités se rapportant directement ou indirectement à l'exploitation ou à l'entretien des chemins de fer ou à l'exploitation du matériel ferroviaire et y effectuer l'examen nécessaire dans le cadre de son champ de compétence délimité par le ministre au titre de l'article 27;

21. (1) Le paragraphe 31(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

31. (1) L'inspecteur transmet à la compagnie un avis pour l'informer de son opinion et des motifs de celle-ci, lorsqu'il estime que les normes de construction ou d'entretien de ses lignes de chemin de fer ou de son matériel ferroviaire risquent de compromettre la sécurité ferroviaire. S'il est convaincu que le risque est imminent, il peut en outre, dans l'avis, ordonner à la compagnie d'empêcher l'utilisation des lignes ou du matériel visé, ou de faire en sorte qu'ils ne soient utilisés qu'à certaines conditions, tant que le risque ne lui paraîtra pas écarté.

1999, ch. 9, art. 23

Interdiction d'usage pour mauvais état d'installations ou de matériel ferroviaires

(2) Le paragraphe 31(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) L'inspecteur transmet au responsable de l'entretien d'ouvrages de franchissement un avis pour l'informer de son opinion et des motifs de celle-ci, lorsqu'il estime que les normes de construction ou d'entretien de ceux-ci risquent de compromettre la sécurité ferroviaire; il transmet aussi l'avis à la compagnie de chemin de fer concernée. S'il est convaincu que le risque est imminent, il peut en outre ordonner au responsable ou à la compagnie de chemin de fer, pour ce qui est de l'ouvrage de franchissement

1999, ch. 9, par. 24(1)

Interdiction d'usage pour mauvais état d'ouvrages de franchissement

en cause, d'empêcher son utilisation ou de faire en sorte qu'il ne soit utilisé qu'à certaines conditions, tant que le risque ne lui paraîtra pas écarté.

en cause, d'empêcher son utilisation ou de faire en sorte qu'il ne soit utilisé qu'à certaines conditions, tant que le risque ne lui paraîtra pas écarté.

1999, c. 9, s. 24(1)

(3) Subsection 31(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Le paragraphe 31(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1999, ch. 9, par. 24(1)

Inspector may forbid operation of certain works or equipment

(3) If a railway safety inspector is of the opinion that the operation of a line work or railway equipment threatens the safety or security of railway operations, the inspector, 10 by notice sent to the company or to any other person who owns or leases the equipment,

(3) L'inspecteur transmet à la compagnie ou à tout propriétaire ou locateur de matériel ferroviaire un avis pour l'informer de son opinion et des motifs de celle-ci, lorsqu'il 10 estime que l'exploitation de ses lignes de chemin de fer ou de son matériel ferroviaire

Interdiction d'exploitation de lignes de chemin de fer ou de matériel ferroviaire

(a) shall inform them of that opinion and of the reasons for it; and

S'il est convaincu que le risque est imminent, il peut en outre, dans l'avis, ordonner à la 15 compagnie ou à la personne concernée d'empêcher l'utilisation de ces lignes ou du matériel visé, ou de faire en sorte qu'ils ne soient utilisés qu'à certaines conditions, tant que le risque ne lui paraîtra pas écarté.

20

(b) may, if the inspector is satisfied that the threat is immediate, order either of them to ensure that the line work or railway equipment not be operated, or not be operated otherwise than under specified terms and conditions, unless it is operated so as to 20 remove the threat, to the inspector's satisfaction.

20

1999, c. 9, s. 24(2)

(4) Subsections 31(6) and (7) of the English version of the Act are replaced by the following:

(4) Les paragraphes 31(6) et (7) de la version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1999, ch. 9, par. 24(2)

Copies of certain notices to be served on supervisor

(6) If a notice sent to a company under this section contains an order, the railway safety inspector who sent the notice shall send a copy of it to the supervisor who is directly responsible for the works or equipment concerned or, 30 in the absence of that supervisor, to the employee who is at that time in charge of the works or equipment concerned.

(6) If a notice sent to a company under this section contains an order, the railway safety 25 inspector who sent the notice shall send a copy of it to the supervisor who is directly responsible for the works or equipment concerned or, in the absence of that supervisor, to the employee who is at that time in charge of the 30 works or equipment concerned.

Copies of certain notices to be served on supervisor

Effect of order

(7) An order contained in a notice under this section has effect, in the case of a company, 35 when the company receives the notice or when a supervisor or employee receives a copy of it, whichever occurs first and, in the case of any other person, when they receive the notice.

(7) An order contained in a notice under this section has effect, in the case of a company, 35 when the company receives the notice or when a supervisor or employee receives a copy of it, whichever occurs first and, in the case of any other person, when they receive the notice.

Effect of order

1999, c. 9, s. 24(3)

(5) Subsection 31(10) of the English version of the Act is replaced by the following:

(5) Le paragraphe 31(10) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1999, ch. 9, par. 24(3)

40

When alteration or revocation effective	(10) An alteration or revocation of an order under this section has effect when the company or other person to whom the original notice was sent receives a notice of the alteration or revocation.	(10) An alteration or revocation of an order under this section has effect when the company or other person to whom the original notice was sent receives a notice of the alteration or revocation.	When alteration or revocation effective 5
2001, c. 29, s. 67	22. Subsection 31.1(1) of the Act is replaced by the following:	22. Le paragraphe 31.1(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	2001, ch. 29, art. 67
Request for review of order of railway safety inspector	31.1 (1) A person who is sent a notice under section 31 that contains an order may, on or before the date specified in the notice or within 10 any further time that the Tribunal on application allows, file a written request for a review of the order.	31.1 (1) <u>Toute</u> personne visée par l'avis peut faire réviser l'ordre de l'inspecteur en déposant une requête auprès du Tribunal, au plus tard à la 10 date limite qui est indiquée à l'avis, ou dans le délai supérieur éventuellement accordé à sa demande par le Tribunal.	Requête en révision
2001, c. 29, s. 67	23. Section 31.5 of the English version of the Act is replaced by the following:	23. L'article 31.5 de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :	2001, ch. 29, art. 67 15
When alteration or revocation effective	31.5 An alteration or revocation under section 31.4 has effect when the company or other person to whom notice of the order under section 31 was sent receives notice of the alteration or revocation.	31.5 An alteration or revocation under section 31.4 has effect when the company or other person to whom notice of the order under section 31 was sent receives notice of the alteration or revocation.	When alteration or revocation effective 20
1999, c. 9, s. 25	24. Subsections 32(3) and (3.1) of the Act are replaced by the following:	24. Les paragraphes 32(3) et (3.1) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :	1999, ch. 9, art. 25
Contravention of regulations under section 24	(3) <u>If</u> the Minister is of the opinion that a person has contravened a regulation made under section 24, the Minister (a) by notice sent to the person, (i) shall inform the person of that opinion and of the reasons <u>for it</u> , and (ii) may, if the Minister believes that, by reason of that contravention, there exists in 30 respect of particular railway works an immediate threat to safe railway operations, order the person to take <u>any</u> action <u>that</u> is necessary to remove the threat; and (b) by notice sent to the railway company 35 concerned, (i) shall inform <u>the railway company</u> of that opinion and of the reasons <u>for it</u> , and (ii) may, if the Minister believes that, by reason of that contravention, there exists an 40 immediate threat to safe railway operations, order <u>the railway company</u> to ensure that specified railway works or specified railway equipment not be used, or not be	(3) Le ministre transmet, lorsqu'il estime qu'il y a eu violation d'un règlement pris en vertu de l'article 24, un avis au contrevenant et à 25 la compagnie de chemin de fer concernée pour les informer de son opinion et des motifs de celle-ci. S'il est convaincu que la sécurité ferroviaire risque d'être compromise de façon imminente, à l'égard de certaines installations 30 ferroviaires, du fait de cette violation, il peut en outre, dans l'avis, ordonner au contrevenant de prendre les mesures pour écarter ce risque, et à <u>la compagnie de chemin de fer</u> , lorsqu'il est convaincu que l'exploitation ferroviaire de 35 celle-ci risque d'être compromise de façon imminente, d'empêcher toute utilisation d'installations ou de matériel ferroviaires déterminés, ou de faire en sorte qu'ils ne soient utilisés qu'à 40 certaines conditions, tant que le contrevenant n'aura pas pris, selon lui, les mesures appropriées.	Violation d'un règlement pris en vertu de l'article 24

used otherwise than under terms and conditions specified in the notice, until appropriate action to remove the threat has, to the Minister's satisfaction, been taken by the person referred to in paragraph (a). 5

Safety management system deficiencies

(3.1) If the Minister is of the opinion that the safety management system established by a company has deficiencies that risk compromising railway safety, the Minister may, by notice sent to the company, order the company to take 10 the necessary corrective measures.

(3.1) S'il estime que le système de gestion de la sécurité ferroviaire établi par une compagnie présente des lacunes qui risquent de compromettre la sécurité ferroviaire, le ministre peut, par avis, ordonner à la compagnie d'apporter les 5 mesures correctives nécessaires.

Lacunes du système de gestion de la sécurité ferroviaire

2001, c. 29, s. 69

25. Subsection 32.1(1) of the Act is replaced by the following:

25. Le paragraphe 32.1(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2001, ch. 29, art. 69

Request for review

32.1 (1) A person who is sent a notice under section 32 that contains an order may, on or 15 before the date specified in the notice or within any further time that the Tribunal on application allows, file a written request for a review of the order.

32.1 (1) Toute personne visée par l'avis peut 10 faire réviser l'ordre du ministre en déposant une requête auprès du Tribunal au plus tard à la date limite qui est indiquée à l'avis, ou dans le délai supérieur éventuellement accordé à sa demande par le Tribunal.

Requête en révision

2001, c. 29, s. 69

26. Section 32.5 of the English version of 20 the Act is replaced by the following:

26. L'article 32.5 de la version anglaise de 15 la même loi est remplacé par ce qui suit :

2001, ch. 29, art. 69

When alteration or revocation effective

32.5 An alteration or revocation under section 32.4 has effect when the company or other person to whom notice of the order under section 32 was sent receives notice of the 25 alteration or revocation.

32.5 An alteration or revocation under section 32.4 has effect when the company or other person to whom notice of the order under section 32 was sent receives notice of the 20 alteration or revocation.

When alteration or revocation effective

1999, c. 9, s. 26(1)

27. (1) Subsection 33(1) of the Act is replaced by the following:

27. (1) Le paragraphe 33(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1999, ch. 9, par. 26(1)

Minister may send emergency directives

33. (1) If the Minister is of the opinion that there is an immediate threat to safe railway 30 operations or the security of railway transportation, the Minister may, by emergency directive sent to a company, order it

33. (1) Le ministre peut, en lui transmettant un avis en ce sens, enjoindre à la compagnie 25 concernée de mettre fin, totalement ou dans la mesure prévue dans l'avis, à l'utilisation d'installations ou de matériel ferroviaires d'un type déterminé, ou à toute pratique concernant leur entretien ou leur exploitation, qui, selon lui, 30 risquent de compromettre de façon imminente la sécurité ferroviaire. Il peut, de la même manière, lui enjoindre de mettre en oeuvre une certaine pratique concernant cet entretien ou cette exploitation lorsqu'une omission à cet égard 35 comporte un tel risque.

Cas d'injonction

(a) either absolutely or to the extent specified in the directive, to stop using the kind of 35 railway works or railway equipment or following the maintenance or operating practice that poses the threat; or

(b) to follow a maintenance or operating practice specified in the directive if the threat 40 is posed by the company's failure to follow that practice.

1999, c. 9, s. 26(2)

(2) Subsections 33(4) to (6) of the English version of the Act are replaced by the following:

(2) Les paragraphes 33(4) à (6) de la version anglaise de la même loi sont rem- 45 placés par ce qui suit :

1999, ch. 9, par. 26(2)

Minister may rescind emergency directives	(4) The Minister may, by notice sent to the company, rescind an emergency directive, in which case the directive ceases to have effect.	(4) The Minister may, by notice sent to the company, rescind an emergency directive, in which case the directive ceases to have effect.	Minister may rescind emergency directives
Inconsistency between emergency directives, regulations, rules or orders	(5) In the event that there is an inconsistency between an emergency directive and a regulation made under subsection 18(1) or (2.1) or a rule in force under section 19 or 20, the emergency directive prevails to the extent of the inconsistency.	(5) In the event that there is an inconsistency between an emergency directive and a regulation made under subsection 18(1) or (2.1) or a rule in force under section 19 or 20, the emergency directive prevails to the extent of the inconsistency.	Inconsistency between emergency directives, regulations, rules or orders
Minister may renew emergency directives	(6) The Minister may, before the expiration of the period during which an emergency directive has effect, by notice sent to the company, renew the directive for a further specified period commencing on the expiration of the previous period and not exceeding six months and, <u>if</u> the Minister does so, this section, except this subsection, applies to the directive as renewed.	(6) The Minister may, before the expiration of the period during which an emergency directive has effect, by notice sent to the company, renew the directive for a further specified period commencing on the expiration of the previous period and not exceeding six months and, <u>if</u> the Minister does so, this section, except this subsection, applies to the directive as renewed.	Minister may renew emergency directives
28. Subsection 34(2) of the English version of the Act is replaced by the following:		28. Le paragraphe 34(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
Orders of railway safety inspectors	(2) For the purpose of enabling an order contained in a notice served on a company or person by a railway safety inspector to be enforced as an order of a court under this section, the Minister may, by notice sent to that company or person, confirm that order, and that order <u>after that</u> has effect as an order of the Minister.	(2) For the purpose of enabling an order contained in a notice served on a company or person by a railway safety inspector to be enforced as an order of a court under this section, the Minister may, by notice sent to that company or person, confirm that order, and that order <u>after that</u> has effect as an order of the Minister.	Orders of railway safety inspectors
1999, c. 9, s. 27	29. (1) Subsection 35(2) of the French version of the Act is replaced by the following:	29. (1) Le paragraphe 35(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :	1999, ch. 9, art. 27
Avertissement médical	(2) Le médecin ou l'optométriste qui a des motifs raisonnables de croire que son patient occupe un tel poste doit, si à son avis l'état de l'intéressé risque de compromettre cette sécurité, en informer sans délai, par avis écrit motivé, tout médecin ou optométriste désigné par la compagnie <u>de chemin de fer</u> , après avoir pris des mesures raisonnables pour en informer d'abord son patient. Le patient est présumé avoir consenti à cette communication et une copie de l'avis lui est transmise sans délai.	(2) Le médecin ou l'optométriste qui a des motifs raisonnables de croire que son patient occupe un tel poste doit, si à son avis l'état de l'intéressé risque de compromettre cette sécurité, en informer sans délai, par avis écrit motivé, tout médecin ou optométriste désigné par la compagnie <u>de chemin de fer</u> , après avoir pris des mesures raisonnables pour en informer d'abord son patient. Le patient est présumé avoir consenti à cette communication et une copie de l'avis lui est transmise sans délai.	Avertissement médical
(2) Subsection 35(4) of the French version of the Act is replaced by the following:		(2) Le paragraphe 35(4) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :	

Utilisation des renseignements

(4) La compagnie de chemin de fer peut faire, des renseignements communiqués aux termes du paragraphe (2), l'usage qu'elle estime nécessaire pour la sécurité ferroviaire.

(4) La compagnie de chemin de fer peut faire, des renseignements communiqués aux termes du paragraphe (2), l'usage qu'elle estime nécessaire pour la sécurité ferroviaire.

Utilisation des renseignements

1999, c. 9, s. 29

30. Section 37 of the Act is replaced by the following:

30. L'article 37 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1999, ch. 9, art. 29

Power to require information

36. The Minister may order that a company provide, in the specified form and within the specified period, information or documents that he or she considers necessary for the purposes of ensuring compliance with this Act and with the regulations, rules, orders, standards and emergency directives made under this Act.

36. Le ministre peut, par arrêté, demander à une compagnie de lui fournir, en la forme et dans le délai qui y est prévu, tout renseignement ou document s'il l'estime nécessaire pour vérifier le respect de la présente loi et de ses textes d'application.

Demande de renseignements

Maintenance and production of safety records

37. (1) The Governor in Council may make regulations

37. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir :

Règlements concernant la garde et la conservation des renseignements

(a) respecting the keeping and preservation by each company of information, records and documents relevant to the safety of railway operations conducted by that company, including a complete set of the regulations, emergency directives, rules and orders made pursuant to this Act that are applicable to that company;

a) la garde et la conservation, par chaque compagnie, de certains renseignements, registres ou documents concernant la sécurité de son exploitation ferroviaire, notamment l'ensemble des règlements, injonctions ministérielles et règles ou ordres prévus par la présente loi et applicables à la compagnie;

(b) respecting the filing with the Minister at the request of the Minister of information records and documents kept and preserved pursuant to regulations made under paragraph (a); and

b) le dépôt auprès du ministre, à la demande de celui-ci, des renseignements, registres et documents gardés et conservés en conformité avec les règlements pris sous le régime de l'alinéa a);

(c) respecting notification to the Minister by companies of information suitable for monitoring safety performance or predicting potential changes in levels of safety, including information about any accident or incident associated with railway safety or any situation that could have a detrimental impact on safety performance.

c) la notification au ministre, par les compagnies, des renseignements nécessaires à l'évaluation du rendement du point de vue de la sécurité, à la prédiction des variations dans ce domaine, afférents aux accidents, aux incidents ou à toute situation de nature à provoquer un problème de sécurité.

Application

(2) A regulation made under this section may be general or applicable to a group or class of companies.

(2) Un règlement pris en vertu du présent article peut être de portée générale ou limitée quant aux groupes ou aux catégories de personnes ou de compagnies visés.

Portée des règlements

31. The Act is amended by adding the following after section 40:

31. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 40, de ce qui suit :

ADMINISTRATIVE MONETARY PENALTIES

SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES

40.1 The Governor in Council may, by regulation,

40.1 Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

Pouvoirs réglementaires

	<p>(a) designate as a provision the contravention of which may be proceeded with as a violation in accordance with sections 40.13 to 40.22,</p> <p>(i) any provision of this Act or the regulations, or</p> <p>(ii) any rule, standard, order or emergency directive made under this Act; and</p> <p>(b) prescribe the maximum amount payable for each violation, not to exceed</p> <p>(i) \$50,000, in the case of an individual, and</p> <p>(ii) \$250,000, in the case of a corporation.</p>	<p>a) désigner comme un texte dont la contravention est assujettie aux articles 40.13 à 40.22 :</p> <p>(i) toute disposition de la présente loi ou de ses règlements,</p> <p>(ii) une règle, une norme, un arrêté ou une injonction ministérielle pris en vertu de la présente loi;</p> <p>b) prévoir le montant maximal de la sanction applicable à chaque contravention, plafonné comme suit :</p> <p>(i) dans le cas des personnes physiques, à 50 000 \$,</p> <p>(ii) dans le cas des personnes morales, à 250 000 \$.</p>	<p>5</p> <p>5</p> <p>10</p> <p>15</p>
Designation of enforcement officers	<p>40.11 (1) The Minister may designate persons, or classes of persons, as enforcement officers.</p>	<p>40.11 (1) Le ministre peut désigner, individuellement ou par catégorie, les agents de l'autorité.</p>	<p>15</p> <p>Désignation — agents de l'autorité</p>
Certification of enforcement officers	<p>(2) Every person designated as an enforcement officer under subsection (1) shall receive an authorization in prescribed form attesting to the person's designation and shall, on demand, present the authorization to any person from whom the enforcement officer requests information in the course of the enforcement officer's duties.</p>	<p>(2) Chaque agent reçoit un certificat établi en la forme fixée par règlement et attestant sa qualité, qu'il présente sur demande à la personne à qui il veut demander des renseignements.</p>	<p>20</p> <p>Certificat</p>
Entry	<p>(3) For the purposes of determining whether a violation referred to in section 40.13 has been committed, a person designated as an enforcement officer under subsection (1) may enter any place, other than a private dwelling-place, where activities are carried on that relate directly or indirectly to the construction or operation of a railway or the operation of railway equipment.</p>	<p>(3) L'agent peut, en vue de déterminer si une violation visée à l'article 40.13 a été commise, procéder à la visite de tous lieux, autre qu'une maison d'habitation, où se déroulent des activités se rapportant directement ou indirectement à la construction et l'exploitation d'un chemin de fer ou à l'exploitation du matériel ferroviaire.</p>	<p>25</p> <p>30</p> <p>Attributions des agents</p>
Production of documents	<p>(4) For the purposes of determining whether a violation referred to in section 40.13 has been committed, a person designated as an enforcement officer under subsection (1) may require any person to produce for examination or reproduction all or part of any document or electronically stored data that the enforcement officer believes on reasonable grounds contain any information relevant to that determination.</p>	<p>(4) L'agent peut, en vue de déterminer si une violation visée à l'article 40.13 a été commise, exiger la communication, pour examen ou reproduction totale ou partielle, de documents ou de données informatiques s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils contiennent des renseignements relatifs à cette détermination.</p>	<p>35</p> <p>40</p> <p>Communication de documents</p>

Assistance to enforcement officers	<p>(5) Any person from whom documents or data are requested under subsection (4) shall provide all reasonable assistance in their power to enable the enforcement officer making the request to carry out the enforcement officer's duties and shall furnish any information that the enforcement officer reasonably requires for the purposes of this Act.</p>	<p>(5) La personne à qui l'agent demande la communication de documents ou données informatiques en vertu du paragraphe (4) est tenue de lui prêter toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui fournir les renseignements qu'il peut valablement exiger quant à l'application de la présente loi.</p>	Assistance
Notices of violation	<p>40.12 The Minister may establish the form and content of notices of violation.</p>	<p>40.12 Le ministre peut décider de la forme et de la teneur des procès-verbaux de violation.</p>	Procès-verbaux
Violation	<p>40.13 (1) Every person who contravenes a provision designated under paragraph 40.1(a) commits a violation and is liable to a penalty not exceeding the maximum amount prescribed under paragraph 40.1(b).</p>	<p>40.13 (1) Toute contravention à un texte désigné en vertu de l'alinéa 40.1(a) constitue une violation pour laquelle le contrevenant s'expose à une pénalité dont le maximum est prévu en vertu de l'alinéa 40.1(b).</p>	Violation
Continuing violation	<p>(2) A violation that is committed or continued on more than one day constitutes a separate violation for each day on which it is committed or continued.</p>	<p>(2) Il est compté une violation distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue la violation.</p>	Violation continue
How contraventions may be proceeded with	<p>(3) If a contravention of a provision designated under paragraph 40.1(a) may be proceeded with as a violation or as an offence, proceeding with it in one manner precludes proceeding in the other.</p>	<p>(3) Toute contravention à un texte désigné en vertu de l'alinéa 40.1(a) qualifiable à la fois de violation et d'infraction peut être poursuivie soit comme violation, soit comme infraction, les poursuites pour violation et celles pour infraction s'excluant toutefois mutuellement.</p>	Précision
Nature of violation	<p>(4) For greater certainty, a violation is not an offence and accordingly section 126 of the <i>Criminal Code</i> does not apply in respect of a violation.</p>	<p>(4) Les violations n'ont pas valeur d'infractions; en conséquence nul ne peut être poursuivi à ce titre sur le fondement de l'article 126 du <i>Code criminel</i>.</p>	Nature de la violation
Issuance of notice of violation	<p>40.14 When a person designated by the Minister under subsection 40.11(1) believes on reasonable grounds that a person has committed a violation, he or she may issue and serve on the person a notice of violation that names the person, identifies the violation and sets out</p> <p>(a) the penalty for the violation that the person is liable to pay; and</p> <p>(b) particulars concerning the time for and manner of paying the penalty and the procedure for requesting a review.</p>	<p>40.14 La personne désignée par le ministre au titre du paragraphe 40.11(1), si elle a des motifs raisonnables de croire qu'une violation a été commise, peut dresser un procès-verbal qu'elle fait signifier au contrevenant. Le procès-verbal comporte, outre le nom du contrevenant et les faits reprochés, le montant de la pénalité à payer, ainsi que le délai, les modalités de paiement et la procédure à suivre pour déposer une requête en révision.</p>	Verbalisation
Payment of specified amount precludes further proceedings	<p>40.15 If a person served with a notice of violation pays the amount specified in the notice in accordance with the particulars set out in the notice, the Minister shall accept the amount as and in complete satisfaction of the amount of the penalty for the contravention and no further</p>	<p>40.15 Lorsque le destinataire du procès-verbal paie la somme requise conformément aux modalités qui y sont prévues, le ministre accepte ce paiement en règlement de la pénalité</p>	Paiement de la pénalité

	proceedings under this Act shall be taken against the person in respect of that contravention.	imposée; aucune poursuite ne peut être intentée par la suite au titre de la présente loi contre l'intéressé pour la même contravention.	
Request for review of determination	40.16 (1) A person served with a notice of violation that wishes to have the facts of the alleged contravention or the amount of the penalty reviewed shall, on or before the date specified in the notice — or within any further time that the Tribunal on application may allow — file a written request for a review with the 10 Tribunal.	40.16 (1) Le destinataire du procès-verbal qui veut faire réviser la décision du ministre à 5 l'égard des faits reprochés ou du montant de la pénalité dépose une requête auprès du Tribunal, au plus tard à la date limite qui y est indiquée, ou dans le délai supérieur éventuellement accordé à sa demande par le Tribunal. 10	Requête en révision
Time and place for review	(2) On receipt of a request filed under subsection (1), the Tribunal shall appoint a time and place for the review and shall notify the Minister and the person that filed the request of 15 the time and place in writing.	(2) Le Tribunal, sur réception de la requête, fixe les date, heure et lieu de l'audience et en avise par écrit le ministre et l'intéressé.	Audience
Review procedure	(3) The member of the Tribunal assigned to conduct the review shall provide the Minister and the person that filed the request with an opportunity consistent with procedural fairness 20 and natural justice to present evidence and make representations.	(3) À l'audience, le conseiller commis à l'affaire accorde au ministre et à l'intéressé la 15 possibilité de présenter leurs éléments de preuve et leurs observations, conformément aux principes de l'équité procédurale et de la justice naturelle.	Déroulement
Burden of proof	(4) The Minister has the burden of establishing that a person has committed a violation.	(4) Il incombe au ministre d'établir que 20 l'intéressé a contrevenu au texte désigné.	Charge de la preuve
Person not compelled to testify	(5) A person alleged to have committed a 25 violation is not required to give evidence.	(5) L'intéressé n'est pas tenu de témoigner à l'audience.	Intéressé non tenu de témoigner
Failure to pay	40.17 A person that fails to pay the amount of the penalty specified in a notice of violation within the specified time and that does not file a request for a review is deemed to have 30 committed the contravention alleged in the notice.	40.17 L'omission, par l'intéressé, de payer dans le délai imparti la pénalité prévue dans le 25 procès-verbal et de déposer une requête en révision vaut déclaration de responsabilité à l'égard de la contravention.	Omission de payer la pénalité
Determination by Tribunal member	40.18 At the conclusion of a review, the member of the Tribunal who conducts the review shall without delay inform the Minister 35 and the person alleged to have committed a violation (a) that the person has not committed a violation, in which case, subject to section 40.19, no further proceedings under this Act 40 shall be taken against the person in respect of the alleged violation; or (b) that the person has committed a violation and, subject to any regulations made under paragraph 40.1(b), of the amount that must be 45	40.18 Après audition des parties, le conseiller informe sans délai l'intéressé et le ministre de sa 30 décision. S'il décide : a) qu'il n'y a pas eu contravention, sous réserve de l'article 40.19, nulle autre poursuite ne peut être intentée à cet égard sous le régime de la présente loi; 35 b) qu'il y a eu contravention, il les informe également, sous réserve des règlements pris en vertu de l'alinéa 40.1b), de la somme à payer au Tribunal par l'intéressé ou en son nom et du délai imparti pour effectuer le 40 paiement.	Décision

	<p>paid to the Tribunal by or on behalf of the person and the time within which it must be paid.</p>		
<p>Right of appeal</p>	<p>40.19 (1) Within 30 days after a determination is made under section 40.18, the Minister or the person to whom it applies may appeal from the determination to the Tribunal.</p>	<p>40.19 (1) Le ministre ou toute personne concernée peut déposer un appel au Tribunal de la décision rendue au titre de l'article 40.18. Le délai d'appel est de trente jours.</p>	<p>Appel</p>
<p>Loss of right of appeal</p>	<p>(2) A party that does not appear at a review hearing is not entitled to appeal a determination, unless they establish that there was sufficient reason to justify their absence.</p>	<p>(2) La partie qui ne se présente pas à l'audience portant sur la requête en révision perd le droit de porter la décision en appel, à moins qu'elle ne fasse valoir des motifs valables justifiant son absence.</p>	<p>5 Perte du droit d'appel</p>
<p>Disposition of appeal</p>	<p>(3) The appeal panel of the Tribunal assigned to hear an appeal may dispose of the appeal by dismissing it or by allowing it and, in allowing the appeal, the panel may substitute its decision for the determination.</p>	<p>(3) Le comité du Tribunal peut rejeter l'appel ou y faire droit et substituer sa propre décision à celle en cause.</p>	<p>10 Sort de l'appel</p>
<p>Finding of violation</p>	<p>(4) If the appeal panel finds that a person has committed a violation, the panel shall without delay inform the person and the Minister of the finding and, subject to any regulations made under paragraph 40.1(b), of the amount determined by the panel to be payable to the Tribunal by or on behalf of the person in respect of the violation.</p>	<p>(4) S'il statue qu'il y a eu contravention, le comité en informe sans délai l'intéressé et le ministre. Sous réserve des règlements pris en vertu de l'alinéa 40.1b), il les informe également de la somme fixée par le comité qui est à payer au Tribunal par l'intéressé ou en son nom et du délai imparti pour effectuer le paiement.</p>	<p>Avis</p>
<p>Certificate</p>	<p>40.2 The Minister may obtain from the Tribunal or the member, as the case may be, a certificate in the form established by the Governor in Council setting out the amount of the penalty required to be paid by a person who fails, within the time required,</p> <p>(a) to pay the amount of a penalty set out in a notice of violation or to file a request for a review under section 40.16;</p> <p>(b) to pay an amount determined under paragraph 40.18(b) or file an appeal under section 40.19; or</p> <p>(c) to pay an amount determined under subsection 40.19(4).</p>	<p>40.2 Le ministre peut obtenir du Tribunal ou du conseiller, selon le cas, un certificat en la forme établie par le gouverneur en conseil indiquant la pénalité à payer par l'intéressé si ce dernier, dans le délai requis :</p> <p>a) omet de payer la pénalité prévue dans le procès-verbal ou de déposer une requête en révision au titre de l'article 40.16;</p> <p>b) omet de payer la somme fixée en vertu de l'alinéa 40.18b) ou de déposer un appel au titre de l'article 40.19;</p> <p>c) omet de payer la somme fixée en vertu du paragraphe 40.19(4).</p>	<p>20 Certificat</p>
<p>Registration of certificate</p>	<p>40.21 (1) On production in any superior court, a certificate issued under section 40.2 shall be registered in the court and, when so registered, a certificate has the same force and effect, and proceedings may be taken in connection with it, as if it were a judgment in that court obtained by Her Majesty in right of</p>	<p>40.21 (1) Sur présentation à une cour supérieure, le certificat visé à l'article 40.2 est enregistré. Dès lors, il devient exécutoire et toute procédure d'exécution peut être engagée, le certificat étant assimilé à un jugement de cette juridiction obtenu par Sa Majesté du chef du</p>	<p>Enregistrement du certificat</p>

	Canada against the person named in the certificate for a debt of the amount set out in the certificate.	Canada contre la personne désignée dans le certificat pour une dette dont le montant y est indiqué.	
Recovery of costs and charges	(2) All reasonable costs and charges attendant on the registration of the certificate are recoverable in like manner as if they had been certified and the certificate had been registered under subsection (1).	(2) Tous les frais entraînés par l'enregistrement du certificat peuvent être recouvrés comme s'ils faisaient partie de la somme indiquée sur le certificat enregistré en application du paragraphe (1).	Recouvrement des frais 5
Amounts received deemed public moneys	(3) An amount received by the Minister or the Tribunal under this section is deemed to be public money within the meaning of the <i>Financial Administration Act</i> .	(3) Les sommes reçues par le ministre ou le Tribunal au titre du présent article sont assimilées à des fonds publics au sens de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .	Fonds publics 10
Time limit for proceedings	40.22 Proceedings in respect of a violation may not be instituted later than 12 months after the time when the subject matter of the proceedings arose.	40.22 Les poursuites pour violation se prescrivent par douze mois à compter du fait reproché.	Prescription 15
	32. (1) Subsection 41(1) of the Act is replaced by the following:	32. (1) Le paragraphe 41(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
Contravention of provision of Act	<p>41. (1) Every person who contravenes a provision of this Act is guilty of an offence and liable</p> <p>(a) on conviction on indictment,</p> <p>(i) in the case of a corporation, to a fine not exceeding <u>one million dollars</u>, and</p> <p>(ii) in the case of an individual, to a fine not exceeding <u>fifty thousand dollars</u> or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both; or</p> <p>(b) on summary conviction,</p> <p>(i) in the case of a corporation, to a fine not exceeding <u>five hundred thousand dollars</u>, and</p> <p>(ii) in the case of an individual, to a fine not exceeding <u>twenty-five thousand dollars</u> or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both.</p> <p>(2) Subsection 41(2) of the Act is amended by striking out "or" at the end of paragraph (e) and by adding the following after paragraph (f):</p>	<p>41. (1) Quiconque contrevient à la présente loi commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :</p> <p>a) par mise en accusation, soit une amende maximale de <u>un million de dollars</u>, s'il s'agit d'une personne morale, soit une amende maximale de <u>cinquante mille dollars</u> et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines, dans le cas d'une personne physique;</p> <p>b) par procédure sommaire, soit une amende maximale de <u>cinq cent mille dollars</u>, s'il s'agit d'une personne morale, soit une amende maximale de <u>vingt-cinq mille dollars</u> et un emprisonnement maximal de six mois ou l'une de ces peines, dans le cas d'une personne physique.</p> <p>(2) Le paragraphe 41(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa f), de ce qui suit :</p>	Contravention à la loi 20
	(g) a railway operating certificate issued under section 17.4; or	g) à un certificat d'exploitation de chemin de fer délivré en vertu de l'article 17.4;	
	(h) an order made under section 36.	h) à un arrêté pris en vertu de l'article 36.	40

1999, c. 9, s. 31

(3) Subsection 41(2.1) of the Act is replaced by the following:

Punishment

(2.1) A person who is guilty of an offence under subsection (2) is liable on summary conviction

(a) in the case of a corporation, to a fine of not more than one million dollars; and

(b) in the case of an individual, to a fine of not more than fifty thousand dollars or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.

2007, c. 19, s. 54

33. Section 44 of the French version of the Act is replaced by the following:

Nomination

44. (1) Tout juge d'une cour supérieure peut nommer un agent de police chargé de faire observer la partie III de la *Loi sur les transports au Canada*, ainsi que les autres lois fédérales ou les lois provinciales touchant la protection des biens qu'administre ou possède la compagnie de chemin de fer, ou dont elle est propriétaire, ou la protection de personnes ou de biens se trouvant en des lieux qu'elle administre ou possède ou dont elle est propriétaire.

Restriction

(2) La nomination ne peut se faire que sur demande de la compagnie de chemin de fer qui administre ou possède des biens, ou en est le propriétaire, dans le ressort où le juge a compétence.

Compétence de l'agent de police

(3) L'agent de police exerce sa compétence sur les biens que la compagnie de chemin de fer administre ou possède ou dont elle est propriétaire, ainsi qu'en tout lieu se trouvant dans un rayon de cinq cents mètres de ceux-ci.

Pouvoirs de l'agent de police

(4) L'agent de police peut amener toute personne inculpée d'une infraction créée par la partie III de la *Loi sur les transports au Canada* ou par toute autre loi visée au paragraphe (1) devant un tribunal ayant compétence dans le ressort où sont situés des biens que la compagnie de chemin de fer administre ou possède ou dont elle est propriétaire, indépendamment du lieu d'arrestation ou du lieu, réel ou présumé, de perpétration.

(3) Le paragraphe 41(2.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1999, ch. 9, art. 31

Sanctions

(2.1) Quiconque commet l'infraction prévue au paragraphe (2) encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, soit une amende maximale de un million de dollars, s'il s'agit d'une personne morale, soit une amende maximale de cinquante mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines, s'il s'agit d'une personne physique.

33. L'article 44 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2007, ch. 19, art. 54

Nomination

44. (1) Tout juge d'une cour supérieure peut nommer un agent de police chargé de faire observer la partie III de la *Loi sur les transports au Canada*, ainsi que les autres lois fédérales ou les lois provinciales touchant la protection des biens qu'administre ou possède la compagnie de chemin de fer, ou dont elle est propriétaire, ou la protection de personnes ou de biens se trouvant en des lieux qu'elle administre ou possède ou dont elle est propriétaire.

Restriction

(2) La nomination ne peut se faire que sur demande de la compagnie de chemin de fer qui administre ou possède des biens, ou en est le propriétaire, dans le ressort où le juge a compétence.

Compétence de l'agent de police

(3) L'agent de police exerce sa compétence sur les biens que la compagnie de chemin de fer administre ou possède ou dont elle est propriétaire, ainsi qu'en tout lieu se trouvant dans un rayon de cinq cents mètres de ceux-ci.

Pouvoirs de l'agent de police

(4) L'agent de police peut amener toute personne inculpée d'une infraction créée par la partie III de la *Loi sur les transports au Canada* ou par toute autre loi visée au paragraphe (1) devant un tribunal ayant compétence dans le ressort où sont situés des biens que la compagnie de chemin de fer administre ou possède ou dont elle est propriétaire, indépendamment du lieu d'arrestation ou du lieu, réel ou présumé, de perpétration.

Compétence du tribunal	(5) Le tribunal statue sur le cas comme si l'inculpé avait été arrêté dans son ressort et y avait commis l'infraction, sauf si le lieu présumé de perpétration est situé à l'extérieur de la province.	(5) Le tribunal statue sur le cas comme si l'inculpé avait été arrêté dans son ressort et y avait commis l'infraction, sauf si le lieu présumé de perpétration est situé à l'extérieur de la province.	Compétence du tribunal
Destitution ou licenciement	(6) Tout juge visé au paragraphe (1) ou la compagnie de chemin de fer peut destituer ou licencier l'agent de police, ce qui met fin à l'exercice des attributions qui lui sont conférées aux termes du présent article.	(6) Tout juge visé au paragraphe (1) ou la compagnie de chemin de fer peut destituer ou licencier l'agent de police, ce qui met fin à l'exercice des attributions qui lui sont conférées aux termes du présent article.	Destitution ou licenciement
2007, c. 19, s. 54	34. Subsection 44.1(2) of the French version of the Act is replaced by the following:		2007, ch. 19, art. 54
Dépôt	(2) La compagnie de chemin de fer dépose auprès du ministre un double de la procédure. Elle met en oeuvre les recommandations de celui-ci, notamment celles concernant les moyens de porter à la connaissance du public l'existence de la procédure.	(2) La compagnie de chemin de fer dépose auprès du ministre un double de la procédure. Elle met en oeuvre les recommandations de celui-ci, notamment celles concernant les moyens de porter à la connaissance du public l'existence de la procédure.	Dépôt
	35. Section 46 of the Act is amended by striking out "or" at the end of paragraph (e) and by adding the following after paragraph (f):		
	(g) railway operating certificates issued under section 17.4 and notices of decision given under section 17.5; or	g) les certificats d'exploitation de chemin de fer délivrés en vertu de l'article 17.4 et les avis de décision visés à l'article 17.5;	
	(h) orders made under section 36.	h) les arrêtés visés à l'article 36.	
	36. The heading before section 47 of the Act is replaced by the following:		
	REGULATIONS — GENERAL		
1999, c. 9, s. 34	37. Section 47.1 of the Act is replaced by the following:		1999, ch. 9, art. 34
Regulations — safety management systems	47.1 (1) The Governor in Council may make regulations respecting safety management systems including, but not limited to, regulations respecting	47.1 (1) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements concernant le système de gestion de la sécurité, notamment concernant :	Règlements concernant le système de gestion de la sécurité
	(a) the establishment by companies of safety management systems that include	a) la mise en place par une compagnie d'un système de gestion de la sécurité qui prévoit notamment :	
	(i) the identification of an executive who is	(i) la désignation d'une personne physique à titre de gestionnaire supérieur :	
	(A) responsible for operations and activities of a company, and	(A) chargé des opérations et des activités d'une compagnie,	

<p>(B) accountable for the extent to which the requirements of the safety management system have been met,</p> <p>(ii) the implementation, as a result of a risk management analysis, of the remedial action required to maintain the highest level of safety,</p> <p>(iii) the continuous monitoring and regular assessment of the level of safety achieved,</p> <p>(iv) in the case of a railway company, the implementation of non-punitive internal reporting by employees of contraventions of this Act or of any regulations, rules, certificates, orders or emergency directives under this Act relating to safety, or of other safety concerns, and</p> <p>(v) in the case of a railway company, the involvement of employees and their collective bargaining agents in the ongoing operation of the safety management system;</p> <p>(b) the development and implementation of safety management systems by companies, including the involvement of employees and their collective bargaining agents in the case of railway companies; and</p> <p>(c) the criteria to which the safety management systems must conform.</p>	<p>(B) tenu de rendre compte du respect des exigences du système de gestion de la sécurité,</p> <p>(ii) la mise en oeuvre, en réponse à une analyse de gestion de risque, d'une mesure corrective suffisante pour maintenir le niveau de sécurité le plus élevé,</p> <p>(iii) une surveillance continue et des évaluations régulières du niveau de sécurité atteint,</p> <p>(iv) dans le cas d'une compagnie de chemin de fer, la mise en oeuvre d'un système de production de rapports internes faits par ses employés, sans mesures de représailles, relativement à des infractions à la présente loi ou à tout règlement, toute règle, tout certificat ou arrêté ou toute injonction ministérielle — pris en vertu de la présente loi — en matière de sécurité ou à d'autres préoccupations en matière de sécurité,</p> <p>(v) dans le cas d'une compagnie de chemin de fer, la participation de ses employés et de leurs représentants syndicaux au fonctionnement continu de son système ou du programme de gestion de la sécurité;</p> <p>b) l'élaboration et la mise en oeuvre du système ou du programme de gestion de la sécurité, notamment la participation des employés d'une compagnie de chemin de fer et de leurs représentants syndicaux;</p> <p>c) les critères auxquels le système de gestion de la sécurité doit se conformer.</p>
--	---

Release of pollutants

<p>(2) The Governor in Council may make regulations respecting the release of pollutants into the environment from the operation of railway equipment by a railway company including, but not limited to, regulations respecting</p> <p>(a) the keeping of records and information and their filing with the Minister; and</p> <p>(b) the form and content of labels to be affixed to railway equipment and their placement on railway equipment.</p>	<p>(2) Il peut également prendre des règlements concernant les rejets de polluants dans l'environnement qui découlent de l'exploitation du matériel ferroviaire par une compagnie de chemin de fer, notamment :</p> <p>a) la garde des registres et renseignements et leur production auprès du ministre;</p> <p>b) la forme et le contenu des étiquettes à apposer au matériel ferroviaire et leur emplacement sur ce matériel.</p>
---	--

35 Protection de l'environnement

Environmental management plan	(3) The Governor in Council may make regulations requiring a railway company to file with the Minister environmental management plans and compliance audits with respect to those plans.	(3) Il peut également, par règlement, exiger qu'une compagnie de chemin de fer dépose auprès du ministre des plans de gestion de l'environnement et des vérifications de conformité.	Plans de gestion de l'environnement 5
Application	(4) A regulation made under this section may be general or applicable to a group or class of companies.	(4) Un règlement pris en vertu du présent article peut être de portée générale ou limitée quant aux groupes ou aux catégories de compagnies visés.	Portée des règlements
Ministerial regulations—fees and charges	<p>47.2 (1) The Minister may make regulations prescribing any fees or charges, or determining the manner of calculating any fees or charges, to be paid</p> <p>(a) for services or the use of facilities provided by the Minister in the administration of this Act; or</p> <p>(b) in relation to the filing of documents and the making of applications for and the issuance of certificates, exemptions, licences or approvals under this Act.</p>	<p>47.2 (1) Le ministre peut, par règlement, fixer le montant des droits à percevoir ou leur mode de calcul, en ce qui touche :</p> <p>a) l'utilisation des installations et services fournis par le ministre dans le cadre de l'exécution de la présente loi;</p> <p>b) le dépôt de documents ou les demandes de certificat, d'exemption, de permis, de licence ou d'approbation prévus par la présente loi et la délivrance d'un tel document.</p>	Règlement ministériel—droits 15
Limitation	(2) Her Majesty in right of Canada or a province and the entities named in Schedules II and III to the <i>Financial Administration Act</i> are not liable to pay fees or charges.	(2) Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province et les organismes inscrits à l'annexe II ou III de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> sont exemptés des droits.	Exemption
Application	(3) A regulation made under this section may be general or applicable to a group or class of companies.	(3) Un règlement pris en vertu du présent article peut être de portée générale ou limitée quant aux groupes ou aux catégories de compagnies visés.	Portée des règlements
	38. Section 51 of the Act is replaced by the following:	38. L'article 51 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
Statutory review	51. (1) <u>The Minister shall, not later than five years after the day on which this section comes into force, appoint one or more persons to carry out a comprehensive review of the operation of this Act.</u>	51. (1) Le ministre <u>nomme</u> , dans les cinq ans suivant la date d'entrée en vigueur du présent article, <u>une ou plusieurs personnes chargées</u> de procéder à un examen complet de l'application de la présente loi.	Examen complet
Tabling of report	(2) <u>The Minister shall have a report of the comprehensive review laid before each House of Parliament on any of the first thirty days on which that House is sitting after the Minister receives it.</u>	(2) <u>Le ministre fait déposer une copie d'un rapport de l'examen visé</u> au paragraphe (1) devant chaque chambre du Parlement dans les trente premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.	Dépôt du rapport

1996, c.10

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS TO THE CANADA TRANSPORTATION ACT

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES À LA LOI SUR LES TRANSPORTS AU CANADA

1996, ch. 10

2007, c. 19, s. 46

39. Subsection 157.1(1) of the *Canada Transportation Act* is replaced by the following:

39. Le paragraphe 157.1(1) de la *Loi sur les transports au Canada* est remplacé par ce qui suit :

2007, ch. 19, art. 46

Agreements to apply transportation law to provincial railways

157.1 (1) The Minister may enter into an agreement with a provincial minister responsible for transportation matters providing for the administration, in relation to persons who operate railways within the legislative authority of the province, of any law respecting

157.1 (1) Le ministre peut conclure avec un ministre provincial chargé des transports un accord relatif à l'application, à des exploitants de chemin de fer assujettis à la compétence législative de la province en cause, de toute loi ayant trait :

Accords avec les ministres des transports provinciaux

(a) accident investigations and railway crossings; or

a) aux enquêtes sur les accidents ou aux franchissements ferroviaires;

(b) railway noise and vibration, or the regulation of the rates and conditions of service of railway companies, to the extent that those matters are governed by this Act.

b) au bruit et à la vibration résultant de l'activité ferroviaire ou à la réglementation des prix et conditions visant les services des chemins de fer dans la mesure où ces questions sont régies par la présente loi.

2007, c. 19, s. 47

40. Section 158 of the Act is replaced by the following:

40. L'article 158 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2007, ch. 19, art. 47

Agreements made with provincial authorities

158. The Minister may enter into an agreement with a provincial authority to authorize the provincial authority to regulate the construction and operation of a railway as well as the rates and conditions of service in the same manner and to the same extent as it may regulate a railway within its jurisdiction.

158. Le ministre peut conclure avec toute autorité provinciale un accord autorisant celle-ci à réglementer la construction et l'exploitation de tout chemin de fer ainsi que les prix et conditions visant les services; le cas échéant, l'autorité exerce ce pouvoir de la même manière et dans la même mesure que celui qu'elle peut exercer à l'égard d'un chemin de fer relevant de sa compétence.

Accords avec des autorités provinciales

TRANSITIONAL PROVISIONS

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Agreements continued

41. An agreement entered into or a designation made under section 157.1 of the *Canada Transportation Act* in respect of any matter referred to in section 6.1 of the *Railway Safety Act*, as enacted by section 6, continues in force in accordance with its terms until it is replaced by an agreement entered into under that section 6.1.

41. Les accords conclus ou les désignations faites en vertu de l'article 157.1 de la *Loi sur les transports au Canada* relativement aux questions visées à l'article 6.1 de la *Loi sur la sécurité ferroviaire*, édicté par l'article 6, sont prorogés jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par un accord conclu ou fait en vertu de cet article 6.1.

Accords prorogés

Grace period for obtaining certificate

42. For the period ending two years after the day on which section 10 comes into force, section 17.1 of the *Railway Safety Act*, as enacted by section 10, does not apply to a company that was operating or maintaining a railway on that day or that was operating railway equipment on a railway on that day.

42. L'article 17.1 de la *Loi sur la sécurité ferroviaire*, édicté par l'article 10, ne s'applique pas aux compagnies qui, au moment de l'entrée en vigueur de cet article 10, exploitaient ou entretenaient un chemin de fer ou exploitaient du matériel ferroviaire sur

Obtention d'un certificat : période de grâce

Grace period for
obtaining
certificate

43. For the period ending two years after the day on which section 17.2 of the *Railway Safety Act*, as enacted by subsection 11(2), comes into force, the requirement to comply with a railway operating certificate imposed by that section 17.2 does not apply to a company that has no railway operating certificate if that company was operating or maintaining a railway on that day or was operating railway equipment on a railway on that day.

un chemin de fer pour une période de deux ans après l'entrée en vigueur de ce même article 10.

43. Les exigences de conformité avec un certificat d'exploitation de chemin de fer imposées à l'article 17.2 de la *Loi sur la sécurité ferroviaire*, édicté par le paragraphe 11(2), ne s'appliquent pas aux compagnies qui, au moment de l'entrée en vigueur de cet article 17.2, n'ont pas un tel certificat et 10 exploitaient ou entretenaient un chemin de fer ou exploitaient du matériel ferroviaire sur un chemin de fer, pour une période se terminant deux ans après l'entrée en vigueur de ce même article 17.2. 15

Obtention d'un
certificat :
période de grâce

COMING INTO FORCE

Order in council

44. (1) The provisions of this Act, other than subsections 7(2) and 14(2) to (5), come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

ENTRÉE EN VIGUEUR

44. (1) Les dispositions de la présente loi, sauf les paragraphes 7(2) et 14(2) à (5), entrent en vigueur à la date ou aux dates 15 fixées par décret.

Décret

First
regulations—
s. 20.2

(2) Subsections 7(2) and 14(2) to (5) come into force on the day on which the first regulations made under section 20.2 of the *Railway Safety Act*, as enacted by subsection 14(1), come into force.

(2) Les paragraphes 7(2) et 14(2) à (5) 20 entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur du premier règlement pris en vertu de l'article 20.2 de la *Loi sur la sécurité ferroviaire*, édicté par le paragraphe 14(1).

Premier
règlement :
article 20.2

EXPLANATORY NOTES

NOTES EXPLICATIVES

*Railway Safety Act**Loi sur la sécurité ferroviaire**Clause 2:* Existing text of subsection 2(2):

(2) This Act applies in respect of transport by railways to which Part III of the *Canada Transportation Act* applies.

Article 2: Texte du paragraphe 2(2) :

(2) La présente loi s'applique au transport ferroviaire visé par la partie III de la *Loi sur les transports au Canada*.

Clause 3: Existing text of section 3:

3. The objectives of this Act are to

- (a) promote and provide for the safety of the public and personnel, and the protection of property and the environment, in the operation of railways;
- (b) encourage the collaboration and participation of interested parties in improving railway safety;
- (c) recognize the responsibility of railway companies in ensuring the safety of their operations; and
- (d) facilitate a modern, flexible and efficient regulatory scheme that will ensure the continuing enhancement of railway safety.

Article 3: Texte de l'article 3 :

3. La présente loi vise à la réalisation des objectifs suivants :

- a) pourvoir à la sécurité du public et du personnel dans le cadre de l'exploitation des chemins de fer et à la protection des biens et de l'environnement, et en faire la promotion;
- b) encourager la collaboration et la participation des parties intéressées à l'amélioration de la sécurité ferroviaire;
- c) reconnaître la responsabilité des compagnies de chemin de fer en ce qui a trait à la sécurité de leurs activités;
- d) favoriser la mise en place d'outils de réglementation modernes, flexibles et efficaces dans le but d'assurer l'amélioration continue de la sécurité ferroviaire.

Clause 4: (1) Existing text of the definitions:

“relevant association or organization”, in relation to a railway company, means an association or organization that has been formed to represent the interests of

- (a) persons employed by that railway company, or
- (b) persons owning or leasing railway equipment that is used on lines of railway operated by that railway company

and that is declared by order of the Minister to be a relevant association or organization in relation to that railway company;

“safety management system” means a formal framework for integrating safety into day-to-day railway operations and includes safety goals and performance targets, risk assessments, responsibilities and authorities, rules and procedures, and monitoring and evaluation processes;

Article 4: (1) Texte des définitions :

« organisation intéressée » Association ou organisation formée pour représenter le personnel d'une compagnie de chemin de fer ou les propriétaires ou locataires de matériel ferroviaire utilisé sur les voies ferrées exploitées par une telle compagnie, et classée par arrêté du ministre comme organisation intéressée par rapport à la compagnie.

« système de gestion de la sécurité » Protocole visant la mise en oeuvre de la sécurité ferroviaire dans l'exploitation courante des chemins de fer et intégrant les responsabilités et les pouvoirs au sein d'une compagnie de chemin de fer, les règles, les procédures, les processus de surveillance et d'évaluation auxquels elle est assujettie ainsi que les objectifs en matière de sécurité, de rendement des mécanismes de contrôle d'application et d'évaluation des risques.

(2) New.

(2) Nouveau.

(3) Existing text of subsection 4(2):

(2) Unless otherwise provided, words and expressions used in this Act have the same meaning as in Part III of the *Canada Transportation Act*.

(3) Texte du paragraphe 4(2) :

(2) Sauf disposition contraire, les termes de la présente loi s'entendent au sens de la partie III de la *Loi sur les transports au Canada*.

(4) Existing text of subsection 4(5):

(5) With the exception of a notice or document sent to or by the Tribunal, for the purposes of this Act, a notice or document must be filed with, or sent to, a person

- (a) in the case of an individual,
 - (i) by personal service, or
 - (ii) by mailing it by registered mail to the person's latest known address;
- (b) in the case of a body other than an individual, by mailing it by registered mail to the head office or any prescribed office of that body; or
- (c) in either case, by any other means approved in writing by the Minister and subject to any conditions fixed by the Minister.

(4) Texte du paragraphe 4(5) :

(5) Pour l'application de la présente loi — à l'exception de toute notification ou communication de documents par le Tribunal ou à celui-ci —, toute notification ou toute communication de documents se fait, dans le cas d'une personne physique, par remise au destinataire ou par courrier recommandé à sa dernière adresse connue et, dans le cas d'une personne morale ou d'un organisme, par courrier recommandé à son siège ou à son bureau désigné par règlement. Elle peut aussi être faite par tout autre moyen approuvé, par écrit, par le ministre et aux conditions fixées par lui.

Clause 5: New.

Clause 6: Existing text of section 6:

6. The Minister may enter into agreements with the Agency

(a) providing for the coordination of the activities of the Department of Transport and the Agency relating to the construction, alteration, operation or maintenance of railway works and railway equipment, and

(b) providing for procedures to be followed by the Department and the Agency in the event that conflicting interests arise between them during their activities with respect to such matters,

and the Minister may, in consultation with the Agency, take such action as is necessary to ensure that the terms of any such agreement are disclosed to any railway company or other person likely to be affected by the agreement.

Clause 7: (1) Existing text of subsection 7(1):

7. (1) The Governor in Council may make regulations respecting engineering standards governing the construction or alteration of railway works, and such engineering standards may embrace both physical specifications and performance standards.

(2) Existing text of subsection 7(3):

(3) Subsections 19(4) to (11) apply in relation to standards referred to in subsection (2) or (2.1), with any modifications that the circumstances require and without regard to the references to relevant associations or organizations.

Clause 8: Existing text of section 11:

11. All the engineering work relating to railway works, including design, construction, evaluation or alteration, shall be done in accordance with sound engineering principles. A professional engineer shall take responsibility for the engineering work.

Clause 9: New.

Clause 10: New.

Clause 11: (1) New.

Clause 12: New.

Clause 13: (1) and (2) Relevant portion of subsection 18(1):

18. (1) The Governor in Council may make regulations

(a) respecting the operation or maintenance of line works, and the design, construction, alteration, operation and maintenance of railway equipment, which regulations may embrace, among other things, performance standards;

...

(c) respecting the following matters, in so far as they relate to safe railway operations, in relation to persons employed in positions referred to in paragraph (b):

(i) the training of those persons, both before and after appointment to those positions,

(ii) hours of work and rest periods to be observed by those persons,

(iii) minimum medical, including audiometric and optometric, standards to be met by those persons,

Article 5: Nouveau.

Article 6: Texte de l'article 6 :

6. Le ministre peut conclure avec l'Office un accord prévoyant la coordination de l'action du ministère des Transports et de l'Office en matière de construction, de modification, d'exploitation et d'entretien d'installations et de matériel ferroviaires et fixant les modalités de règlement des situations de conflit pouvant en découler. Il peut en outre, après consultation auprès de l'Office, prendre les mesures nécessaires pour porter l'accord à la connaissance des compagnies de chemin de fer ou de toute autre personne concernée.

Article 7: (1) Texte du paragraphe 7(1):

7. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir l'établissement de normes concernant la structure ou le comportement d'installations ferroviaires et applicables à la construction ou à la modification de celles-ci.

(2): Texte du paragraphe 7(3):

(3) Les paragraphes 19(4) à (11) s'appliquent — à l'exception de toute mention d'organisation intéressée — aux normes visées aux paragraphes (2) et (2.1), avec les adaptations nécessaires.

Article 8: Texte de l'article 11 :

11. Les travaux relatifs à la conception, à la construction, à l'évaluation ou à la modification d'installations ferroviaires sont effectués sous la responsabilité d'un ingénieur agréé conformément à des principes d'ingénierie bien établis.

Article 9: Nouveau.

Article 10: Nouveau.

Article 11: (1) Nouveau.

Article 12: Nouveau.

Article 13: (1) et (2) Texte du passage visé du paragraphe 18(1):

18. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) régir toute question — notamment en matière de comportement — concernant l'exploitation ou l'entretien des lignes de chemin de fer, ou la conception, la construction, la modification, l'exploitation ou l'entretien de matériel ferroviaire;

[...]

c) en ce qui concerne la sécurité ferroviaire, régir la formation, préalable ou non, des titulaires de ces postes, l'alternance de leurs périodes de travail et de repos et les normes de santé — notamment d'acuité auditive et visuelle — minimales à remplir, ainsi que la consommation d'alcool et de drogues par eux, ou interdire celle-ci et prévoir l'établissement d'un programme d'aide à leur intention et de normes applicables à cet égard;

d) prévoir l'établissement d'un régime d'attribution des licences à détenir par ces titulaires et fixer les droits correspondants à verser par eux.

(iv) the control or prohibition of the consumption of alcoholic beverages and the use of drugs by those persons, and

(v) the establishment of support programs for those persons and standards applicable to such programs; and

(d) respecting the establishment of a scheme for licensing persons employed in positions referred to in paragraph (b), and prescribing the fees for the licences.

(3) New.

(4) Existing text of subsection 18(3):

(3) If the Governor in Council at any time makes regulations respecting a matter referred to in subsection (1) or (2.1) that are inconsistent with rules approved in relation to a particular company by the Minister under section 19 or 20 in respect of that matter, those rules are at that time revoked to the extent of the inconsistency.

Clause 14: (1) Existing text of sections 19 to 22.1:

19. (1) The Minister may, by order, require a railway company

(a) to formulate rules respecting any matter referred to in subsection 18(1) or (2.1) or to revise its rules respecting that matter; and

(b) within a specified period, to file the formulated or revised rules with the Minister for approval.

(2) A railway company shall not file rules with the Minister under subsection (1) unless it has first given each relevant association or organization that is likely to be affected by their implementation a reasonable opportunity during a period of sixty days to consult with it on the rules.

(3) Where rules are filed with the Minister by a railway company pursuant to an order under subsection (1) notwithstanding that a relevant association or organization objects, on the grounds of safety, to the implementation of those rules, the railway company shall, by notice filed with those rules, identify the association or organization and attach a copy of the notice of objection.

(4) Where rules are filed with the Minister by a railway company pursuant to an order under subsection (1), the Minister shall forthwith consider whether, in the Minister's opinion and after having regard to current railway practice, to the views of the railway company and the views of any relevant association or organization identified under subsection (3) and to any other factor that the Minister considers relevant, those rules are conducive to safe railway operations by the company, and, before the expiration of the assessment period in relation to those rules,

(a) if the Minister is satisfied that the rules are conducive to those operations, notify the company and each association or organization identified under subsection (3) that the Minister approves those rules, either absolutely or on such terms and conditions as are specified in the notice; or

(b) if the Minister is not satisfied that the rules are conducive to those operations, notify the company and each association or organization identified under subsection (3) that the Minister refuses to approve those rules and of the reasons why the Minister is not so satisfied.

(4.1) A railway company referred to in subsection (4) may request the Minister to amend any terms or conditions specified under that subsection. When making that request, the company shall send a copy of the request to each relevant association or organization.

(4.2) After receiving a request from a railway company under subsection (4.1), the Minister may, on the basis of new information about the safety of the railway operations, amend any terms or conditions specified under subsection (4). If the Minister amends any of those terms or conditions, the Minister shall provide each relevant association or organization with a copy of the amendments.

(3) Nouveau.

(4) Texte du paragraphe 18(3):

(3) Les dispositions des règlements pris par le gouverneur en conseil sous le régime des paragraphes (1) ou (2.1) annulent les dispositions incompatibles des règles approuvées par le ministre aux termes des articles 19 ou 20 relativement à une compagnie particulière de chemin de fer.

Article 14: (1) Texte des articles 19 à 22.1 :

19. (1) Le ministre peut, par arrêté, enjoindre à une compagnie de chemin de fer soit d'établir des règles concernant l'un des domaines visés aux paragraphes 18(1) ou (2.1), soit de modifier de telles règles et d'en déposer auprès de lui, pour approbation, le texte original ou modifié, le tout dans un délai déterminé.

(2) La compagnie de chemin de fer ne peut procéder au dépôt qu'après avoir donné aux organisations intéressées susceptibles d'être touchées par la mise en oeuvre des règles la possibilité, pendant soixante jours, de lui faire part de leurs observations.

(3) En cas d'opposition par une organisation intéressée, pour des motifs de sécurité, à la mise en oeuvre des règles, la compagnie joint, le cas échéant, au texte qu'elle dépose un avis au ministre donnant le nom de l'organisation et une copie de l'avis d'opposition.

(4) Le ministre doit, aussitôt que possible après le dépôt du texte mais, en tout état de cause, avant l'expiration du délai d'examen, décider si les règles dont le texte a été déposé sous le régime du paragraphe (1) contribuent ou non à la sécurité de l'exploitation ferroviaire de la compagnie, après avoir tenu compte des usages en la matière, de l'opinion de la compagnie et de toute organisation visée au paragraphe (3) et de tout point qu'il juge utile, et notifier à ces dernières, dans le cas d'une décision positive, son approbation en en précisant, le cas échéant, les conditions, ou, dans le cas contraire, son refus et ses motifs.

(4.1) La compagnie peut, à la lumière de nouveaux renseignements touchant la sécurité ferroviaire, demander au ministre de modifier les conditions de l'approbation; elle fait parvenir une copie des modifications proposées aux organisations intéressées.

(4.2) Le ministre peut modifier les conditions de l'approbation; il fait parvenir, le cas échéant, une copie des modifications aux organisations intéressées.

(5) The Minister may, in deciding whether to approve rules filed by a railway company, engage any person or organization having expertise in matters relating to safe railway operations to furnish advice in relation to the matter.

(5.1) Rules approved by the Minister under subsection (4) come into force on a day specified by the Minister, but if they replace any regulations, they may not come into force earlier than the day on which the regulations are repealed.

(6) Where a railway company files rules in respect of a matter pursuant to an order under subsection (1) and the Minister notifies the company that the Minister refuses to approve those rules,

(a) the company may, unless the Minister indicates in that notice an intention to establish rules in respect of that matter under subsection (7), formulate and file with the Minister for approval further rules in respect of that matter as if the order made pursuant to subsection (1) in respect of that matter had been made on the date of receipt by the company of the notice of refusal; and

(b) the provisions of this section apply in relation to those further rules, with such modifications as the circumstances require.

(7) Where

(a) a railway company fails to file rules pursuant to an order under subsection (1), or

(b) a railway company files rules pursuant to an order under subsection (1) but the Minister refuses under subsection (4) to approve those rules,

the Minister may, by order, establish rules in respect of the matter in relation to that company.

(8) The Minister shall not, under this section, establish rules applying to a particular railway company unless the Minister has

(a) given that company and each relevant association or organization a reasonable opportunity during a period of sixty days to consult with the Minister on the rules; and

(b) considered any objection, on the grounds of safety, to the establishment of the rules that is made in the course of that consultation.

(9) Rules established by the Minister under subsection (7) in relation to a railway company have the same effect as if they had been formulated by the company and approved by the Minister under subsection (4).

(10) In this section, “assessment period”, in relation to rules filed with the Minister under this section, means

(a) the period of sixty days commencing on the day on which the rules are filed; or

(b) if, before the expiration of the period mentioned in paragraph (a), the Minister determines that, by reason of the complexity of the rules, the number of rules filed or any other reason, it will not be feasible to consider the rules before the expiration of that period, and so notifies the railway company concerned, such period in excess of that period of sixty days as the Minister specifies in the notice.

(11) Where, pursuant to section 40, the Minister directs persons to conduct an inquiry respecting proposed rules, the period commencing on the day when the Minister so directs and ending on the day when the persons report back to the Minister pursuant to section 40 shall be disregarded in computing the assessment period.

20. (1) A railway company shall file with the Minister for approval any rules in respect of any matter referred to in subsection 18(1) or (2.1) that it proposes to formulate or revise on its own initiative.

(5) Le ministre peut, pour former sa décision, retenir les services d’associations spécialisées ou d’experts en matière de sécurité ferroviaire.

(5.1) Les règles approuvées par le ministre entrent en vigueur au plus tôt à la date d’abrogation du règlement qu’elles remplacent, le cas échéant, ou à la date fixée par arrêté du ministre.

(6) Lorsque le ministre notifie à une compagnie de chemin de fer son refus d’approuver les règles établies par celle-ci sans préciser son intention d’en établir lui-même sous le régime du paragraphe (7), la compagnie peut établir de nouvelles règles et en déposer le texte auprès du ministre comme si l’obligation et le délai correspondant prévus au paragraphe (1) avaient été stipulés à la date de réception de l’avis de refus. Les dispositions du présent article s’appliquent aux nouvelles règles, compte tenu des adaptations de circonstance.

(7) Le ministre peut, par arrêté, établir des règles à l’égard de toute compagnie qui omet de procéder au dépôt prévu au paragraphe (1), ou a été avisée du refus d’approbation des règles dont elle a déposé le texte.

(8) Le ministre ne peut établir de règles, sous le régime du présent article, à l’égard d’une compagnie qu’après avoir donné à celle-ci et aux organisations intéressées la possibilité, pendant soixante jours, de lui faire part de leurs observations et après avoir tenu compte des oppositions formulées à cette occasion pour des motifs de sécurité.

(9) Les règles établies par le ministre à l’égard d’une compagnie s’appliquent comme si elles l’avaient été par cette compagnie et approuvées par lui.

(10) Pour l’application du présent article, le délai d’examen est de soixante jours suivant le dépôt des règles; il peut toutefois faire l’objet d’une prorogation, avant expiration, que le ministre spécifie et notifie à la compagnie au motif qu’il lui est impossible de procéder à l’examen dans le délai normal, notamment en raison de la complexité de ces règles ou du nombre de règles déposées auprès de lui.

(11) Est exclue du délai d’examen la période comprise entre le renvoi pour enquête visé à l’article 40 et la remise au ministre du rapport d’enquête.

20. (1) La compagnie de chemin de fer qui se propose d’établir des règles concernant l’un des domaines visés aux paragraphes 18(1) ou (2.1) ou de modifier de telles règles en dépose, pour approbation, le texte auprès du ministre.

(2) A railway company shall not file rules with the Minister under subsection (1) unless it has first given each relevant association or organization that is likely to be affected by their implementation a reasonable opportunity during a period of sixty days to consult with it concerning the rules.

(3) Rules filed with the Minister by a railway company pursuant to subsection (1) shall be accompanied by a notice

(a) setting out the reasons why the railway company proposes to formulate or revise the rules; and

(b) if a relevant association or organization objects, on the grounds of safety, to the implementation of those rules, identifying the association or organization and attaching a copy of the notice of objection.

(4) Subsections 19(4) to (5.1), (10) and (11) apply in relation to the filing and consideration of rules filed with the Minister under subsection (1) as if the rules had been duly filed in compliance with an order made under subsection 19(1).

MISCELLANEOUS PROVISIONS RELATING TO REGULATIONS AND RULES UNDER THIS PART

21. In establishing, under section 19 or 20, rules applying to a particular railway company or in deciding, under section 19 or 20, whether to approve rules formulated or revised by, and applying to, a particular railway company, the Minister shall, to the extent that it is, in the opinion of the Minister, reasonable and practicable to do so, ensure that those rules are uniform with rules dealing with a like matter and applying to other railway companies.

22. (1) The Governor in Council may, by order, on any terms and conditions that are specified in the order,

(a) exempt a specified railway company, specified railway equipment or a specified railway work from the application of a specified provision of regulations made under subsection 18(1) or (2.1) or of rules in force under section 19 or 20; or

(b) exempt a specified person from the application of a specified provision of regulations made under subsection 18(2).

(2) The Minister may, by notice, on any terms and conditions that are specified in the notice,

(a) exempt a specified railway company, specified railway equipment or a specified railway work from the application of a specified provision of regulations made under subsection 18(1) or (2.1) or of rules in force under section 19 or 20, or

(b) exempt a specified person from the application of a specified provision of regulations made under subsection 18(2)

if, in the opinion of the Minister, the exemption is in the public interest and is not likely to threaten safe railway operations.

(3) A notice under subsection (2) shall be sent to the railway company or person exempted by the notice and takes effect on receipt by that company or person.

(4) A railway company may apply to the Minister for an exemption from the application of a specified provision of regulations under subsection 18(1), (2) or (2.1) or of rules in force under section 19 or 20.

(5) A railway company may not apply for an exemption under subsection (4) unless it has first given each relevant association or organization that is likely to be affected by the exemption a reasonable opportunity during a period of sixty days to consult with it, except that it may apply for the exemption before the end of those sixty days if it has consulted with all those associations and organizations.

(6) The railway company shall send with its application to the Minister a copy of all comments received from relevant associations and organizations.

(2) La compagnie de chemin de fer ne peut procéder au dépôt qu'après avoir donné aux organisations intéressées susceptibles d'être touchées par la mise en oeuvre des règles la possibilité, pendant soixante jours, de lui faire part de leurs observations.

(3) La compagnie joint au texte qu'elle dépose un avis donnant l'exposé de ses motifs ainsi que le nom des éventuels opposants et une copie de l'avis d'opposition.

(4) Les paragraphes 19(4) à (5.1), (10) et (11) s'appliquent aux règles déposées dans le cadre du paragraphe (1) comme si elles l'avaient été conformément à l'arrêté visé au paragraphe 19(1).

DISPOSITIONS DIVERSES CONCERNANT LES RÈGLES ET LES RÈGLEMENTS

21. Dans l'établissement ou l'approbation de règles à l'égard d'une compagnie de chemin de fer au titre de la présente partie, le ministre veille, compte tenu des circonstances, à leur uniformité avec les règles à objet comparable applicables aux autres compagnies de chemin de fer.

22. (1) Le gouverneur en conseil peut, par décret, aux conditions qui y sont fixées, soustraire une compagnie de chemin de fer ou des installations ou du matériel ferroviaires à l'application d'une disposition soit des règlements pris sous le régime des paragraphes 18(1) ou (2.1), soit des règles en vigueur sous le régime des articles 19 ou 20. Il peut, de la même manière, soustraire une personne à l'application d'une disposition des règlements pris sous le régime du paragraphe 18(2).

(2) Le ministre peut, aux conditions fixées dans l'avis à cet effet, soustraire une compagnie de chemin de fer ou des installations ou du matériel ferroviaires à l'application d'une disposition soit des règlements pris sous le régime des paragraphes 18(1) ou (2.1), soit des règles en vigueur sous le régime des articles 19 ou 20, s'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire et que la sécurité ferroviaire ne risque pas d'être compromise. Il peut, de la même manière et sous réserve de la même appréciation, soustraire une personne à l'application d'une disposition des règlements pris sous le régime du paragraphe 18(2).

(3) L'avis prévu au paragraphe (2) est transmis à la compagnie ou à la personne exemptée et prend effet à sa réception par celle-ci.

(4) La compagnie de chemin de fer peut demander au ministre d'être soustraite à l'application d'une disposition soit des règlements pris sous le régime des paragraphes 18(1), (2) ou (2.1), soit des règles en vigueur sous le régime des articles 19 ou 20.

(5) La compagnie de chemin de fer ne peut faire la demande visée au paragraphe (4) qu'après avoir donné aux organisations intéressées susceptibles d'être touchées par l'exemption soixante jours pour lui faire part de leurs observations. Elle peut toutefois la faire avant l'expiration de ce délai si elle a reçu les observations de toutes ces organisations.

(6) La compagnie fait parvenir au ministre, en même temps que la demande, une copie des observations qu'elle a reçues.

(7) The Minister may grant the application within sixty days after receiving it if, in the opinion of the Minister, the exemption is in the public interest and is not likely to threaten safe railway operations. The Minister may extend the time for granting the application for an additional period of up to sixty days.

22.1 (1) A railway company that proposes to conduct testing relating to rail transportation, or that requires an immediate exemption of short duration, is exempt from the application of any provision of standards formulated under section 7, regulations made under subsection 18(1) or (2) or 24(1) or rules in force under section 19 or 20 during any period that the company considers necessary. However, the exemption is effective only if the railway company files a notice of the exemption with the Minister and each relevant association or organization that is likely to be affected by the exemption and

(a) within twenty-one days after filing the notice, the company receives a response from the Minister and each of those associations and organizations indicating that they do not object to the exemption; or

(b) no objections are confirmed or made by the Minister under subsection (3).

(2) Each of the relevant associations or organizations may object to the exemption on the grounds of safety. The objection must be filed with the Minister and the railway company within fourteen days after the notice referred to in subsection (1) is filed.

(3) The Minister may

(a) within seven days after the filing of an objection under subsection (2), confirm the objection if the Minister decides that the exemption threatens safety; or

(b) within twenty-one days after receiving the notice under subsection (1), object to the exemption if the Minister is of the opinion that the exemption is not in the public interest or that it is likely to threaten safety.

Clause 15: Existing text of section 23:

23. (1) Unless a railway company is exempted under section 22 or 22.1 from the application of regulations made under section 18 or of rules in force under section 19 or 20 that would otherwise apply to that company, the company shall not operate or maintain railway works or railway equipment otherwise than in accordance with those regulations or rules.

(2) Unless the person responsible for the maintenance of a crossing work is exempted under section 22 or 22.1 from the application of regulations made under section 18 in relation to the maintenance of that crossing work, that person shall not maintain that crossing work otherwise than in accordance with those regulations.

Clause 16: (1) Relevant portion of subsection 24(1):

24. (1) The Governor in Council may make regulations

...

(f) for restricting or preventing, by means of fences, signs or any other means, access to the land on which a line of railway is situated by persons, other than servants or agents of the railway company concerned, by vehicles, or by animals, where the presence of persons, vehicles or animals on that land would constitute a threat to safe railway operations;

(2) Existing text of subsection 24(2):

(2) Where the owner, lessee or occupier of land adjoining the land on which a line of railway is situated, the owner, lessee or occupier of any building or other structure erected on that adjoining land, or the owner of any mine or other works operated on that adjoining land, suffers a loss by reason of the operation of the regulations made under this section, the railway company operating that

(7) Le ministre peut, dans les soixante jours suivant la réception de la demande, agréer celle-ci s'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire et que la sécurité ferroviaire ne risque pas d'être compromise. Il peut en outre prolonger le délai d'au plus soixante jours.

22.1 (1) Est soustraite à l'application d'une disposition soit des normes établies sous le régime de l'article 7, soit des règlements pris sous le régime des paragraphes 18(1) ou (2) ou 24(1), soit des règles en vigueur sous le régime des articles 19 ou 20, pour la durée qu'elle juge nécessaire, la compagnie de chemin de fer qui se propose de faire des essais en matière de transport ferroviaire ou qui a besoin sans tarder d'une exemption de courte durée et qui, ayant donné un avis de vingt et un jours au ministre et aux organisations intéressées susceptibles d'être touchées, remplit l'une des conditions suivantes :

a) elle reçoit de ces dernières et du ministre, avant l'expiration du délai, une réponse indiquant qu'ils entendent ne pas s'opposer à l'exemption;

b) aucune opposition ne subsiste au titre du paragraphe (3).

(2) L'organisation intéressée avisée peut, pour des motifs de sécurité, s'opposer à l'exemption; elle fait parvenir son avis d'opposition à la compagnie et au ministre dans les quatorze jours suivant la notification de l'avis de la compagnie.

(3) Le ministre peut, dans les sept jours suivant la réception de l'avis visé au paragraphe (2), maintenir l'opposition de l'organisation intéressée ou, dans les vingt et un jours après réception de l'avis, s'opposer de son propre chef à l'exemption s'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire ou que la sécurité ferroviaire risque d'être compromise.

Article 15: Texte de l'article 23 :

23. (1) Il est interdit à la compagnie de chemin de fer qui ne bénéficie pas de l'exemption prévue aux articles 22 ou 22.1 d'exploiter ou d'entretenir des installations ou du matériel ferroviaires en contravention avec les règlements pris sous le régime de l'article 18 ou avec les règles établies sous le régime des articles 19 ou 20 qui lui sont applicables.

(2) Il est interdit au responsable de l'entretien d'un ouvrage de franchissement qui ne bénéficie pas de l'exemption prévue aux articles 22 ou 22.1 d'entretenir celui-ci en contravention avec les règlements pris à ce sujet sous le régime de l'article 18.

Article 16: (1) Texte du passage visé du paragraphe 24(1):

24. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir :

[...]

f) l'interdiction ou la limitation, notamment par l'installation de clôtures ou de signaux, de l'accès à l'emplacement de la voie de personnes — à l'exception des préposés et agents de la compagnie de chemin de fer concernée —, de véhicules et d'animaux, afin d'éviter que ne soit compromise la sécurité ferroviaire;

(2) Texte du paragraphe 24(2):

(2) La compagnie exploitant la voie ferrée contiguë à un terrain paie au propriétaire, au locataire ou à l'occupant de celui-ci ou des bâtiments ou autres ouvrages qui y sont situés, ou au propriétaire des mines ou autres installations qui y sont exploitées, les dommages-intérêts entraînés par l'application des règlements pris sous le régime du présent article, convenus entre elle et le propriétaire, le locataire ou l'occupant ou, à défaut d'entente, fixés aux termes de l'article 26.

line of railway shall pay to that person such compensation in respect of that loss as is agreed to between the railway company and that person or, failing such agreement, as is determined pursuant to section 26.

Clause 17: (1) Existing text of subsection 25(1):

25. (1) For the purpose of preventing a threat to safe railway operations on a line of railway operated by a railway company, or for the purpose of restoring safe railway operations on a line of railway operated by a railway company,

- (a) the company may
 - (i) at any time, enter onto any land adjoining the land on which the line of railway is situated for the purpose of maintaining or altering railway works or removing obstructions to them if no other access to the line of railway is reasonably available, and
 - (ii) remain on the land for as long as is necessary to accomplish that purpose;
- (b) the company may, at any time, enter onto any land adjoining the land on which the line of railway is situated for the purpose of dealing with any fire occurring on either of those lands;
- (c) the company may, at any reasonable time, on giving notice in writing of its intention to do so to the owner of any land adjoining the land on which the line of railway is situated, enter onto that adjoining land to cut down trees or brush that has been permitted to grow on that land in contravention of regulations made under paragraph 24(1)(e); or
- (d) the company may, at any time between November 1 and March 31, enter onto any land adjoining the land on which the line of railway is situated to install or maintain a snow fence.

(2) Existing text of subsections 25(2) and (3):

(2) A railway company that installs a snow fence on any land shall cause that snow fence to be removed on or before April 1 next following the date of its installation.

(3) If the owner, lessee or occupier of adjoining land suffers a loss because of the exercise by a railway company or a road authority of a power conferred by this section, the railway company or road authority shall pay to that person any compensation in respect of that loss that they may agree on or, failing an agreement, that is determined under section 26, but the payment of compensation is not a condition precedent to the exercise of the power.

Clause 18: Existing text of section 26.2:

26.2 The users of a road shall give way to railway equipment at a road crossing if adequate warning of its approach is given.

Clause 19: Existing text of subsection 27(1):

27. (1) The Minister may designate any person whom the Minister considers qualified as a railway safety inspector or a screening officer for the purposes of this Act and, in the case of a railway safety inspector, the Minister shall designate the matters in respect of which the person may exercise the powers of a railway safety inspector.

Clause 20: Relevant portion of subsection 28(1):

- 28. (1)** A railway safety inspector may, at any time,
- (a) for the purpose of ensuring compliance with this Act and with the regulations, emergency directives, rules, orders and security measures made under this Act, enter any place, other than a private dwelling-place, where activities are carried on that relate directly or indirectly to the operation of a railway, including railway equipment, and carry out any inspection that the

Article 17: (1) Texte du paragraphe 25(1):

25. (1) Afin de prévenir toute situation susceptible de compromettre la sécurité ferroviaire ou pour rétablir l'exploitation sécuritaire des chemins de fer, la compagnie de chemin de fer a accès à tout terrain contigu à la voie :

- a) à tout moment, pour la modification ou l'entretien d'installations ferroviaires ou pour enlever tout obstacle à celles-ci, en l'absence d'un autre accès praticable à la voie, et peut y demeurer pour la durée nécessaire à ces fins;
- b) à tout moment, en cas d'incendie;
- c) à toute heure convenable et sur préavis écrit au propriétaire, pour y abattre les arbres ou y enlever les broussailles dont la présence contrevient aux règlements pris sous le régime de l'alinéa 24(1)e);
- d) entre le 1^{er} novembre et le 31 mars, pour y installer ou y entretenir des paraneiges.

(2) Texte des paragraphes 25(2) et (3):

(2) La compagnie fait enlever les paraneiges au plus tard le 1^{er} avril suivant la date de leur installation.

(3) La compagnie ou l'autorité responsable du service de voirie qui exerce les pouvoirs prévus au présent article paie au propriétaire, au locataire ou à l'occupant concerné les dommages-intérêts entraînés par cet exercice et convenus entre elle et ceux-ci ou, à défaut d'entente, fixés aux termes de l'article 26. Cet exercice n'est cependant pas subordonné au paiement préalable des dommages-intérêts.

Article 18: Texte de l'article 26.2:

26.2 Les usagers de la route doivent à tout franchissement routier céder le passage au train qui a signalé adéquatement son approche.

Article 19: Texte du paragraphe 27(1):

27. (1) Le ministre peut désigner les personnes qu'il estime qualifiées pour remplir les fonctions d'inspecteur de la sécurité ferroviaire ou celles d'agent de contrôle dans le cadre de la présente loi. Il doit, à l'égard des inspecteurs de la sécurité ferroviaire, délimiter leur champ de compétence.

Article 20: Texte du passage visé du paragraphe 28(1):

- 28. (1)** L'inspecteur de la sécurité ferroviaire peut :
- a) en vue d'assurer l'observation de la présente loi et de ses textes d'application, procéder à la visite de tous lieux, autre qu'une maison d'habitation, où se déroulent des activités se rapportant directement ou indirectement à l'exploitation des chemins de fer — y compris un train — et y effectuer l'examen nécessaire dans le cadre de son champ de compétence délimité par le ministre au titre de l'article 27;

inspector considers necessary in relation to the matters designated by the Minister under section 27 in respect of which the inspector may exercise the powers of a railway safety inspector;

Clause 21: (1) and (2) Existing text of subsections 31(1) and (2):

31. (1) Where a railway safety inspector is of the opinion that the standard of construction or maintenance of a line work or railway equipment of a particular railway company poses a threat to safe railway operations, the inspector

(a) shall, by notice sent to the company, inform the company of that opinion and of the reasons therefor; and

(b) may, in the notice, if the inspector is satisfied that the threat is immediate, order the company to ensure that the line work or railway equipment not be used, or not be used otherwise than under terms and conditions specified in the notice, until the threat is removed to the inspector's satisfaction.

(2) If a railway safety inspector is of the opinion that the standard of construction or maintenance of a crossing work threatens safe railway operations, the inspector, by notice sent to the person responsible for the maintenance of the crossing work and to the railway company concerned,

(a) shall inform them of that opinion and of the reasons for it; and

(b) may, if the inspector is satisfied that the threat is immediate, order either of them to ensure that the crossing work not be used, or not be used otherwise than under terms and conditions specified in the notice, until the threat is removed to the inspector's satisfaction.

(3) Existing text of subsection 31(3):

(3) If a railway safety inspector is of the opinion that the operation of a line work or railway equipment of a particular railway company threatens the safety or security of railway operations, the inspector, by notice sent to the company or to any other person who owns or leases the equipment,

(a) shall inform them of that opinion and of the reasons for it; and

(b) may, if the inspector is satisfied that the threat is immediate, order either of them to ensure that the line work or railway equipment not be operated, or not be operated otherwise than under terms and conditions specified in the notice, unless the work or equipment is operated so as to remove the threat, to the inspector's satisfaction.

(4) Existing text of subsections 31(6) and (7):

(6) If a notice sent to a railway company under this section contains an order, the railway safety inspector who sent the notice shall send a copy of it

(a) to the railway company supervisor who is directly responsible for the works or equipment concerned; or

(b) in the absence of that supervisor, to the railway company employee who, at that time, is in charge of the works or equipment concerned.

(7) An order contained in a notice under this section has effect

(a) in the case of a railway company, when the company receives the notice or a railway company supervisor or employee receives a copy of it, whichever occurs first; or

(b) in the case of another person, when they receive the notice.

(5) Existing text of subsection 31(10):

(10) An alteration or revocation of an order under this section has effect when the railway company or other person to whom the original notice was sent receives a notice of the alteration or revocation.

Article 21: (1) et (2) Texte des paragraphes 31(1) et (2):

31. (1) L'inspecteur transmet à la compagnie de chemin de fer un avis pour l'informer de son opinion et des motifs de celle-ci, lorsqu'il estime que les normes de construction ou d'entretien de ses lignes de chemin de fer ou de son matériel ferroviaire risquent de compromettre la sécurité ferroviaire. S'il est convaincu que le risque est imminent, il peut en outre, dans l'avis, ordonner à la compagnie d'empêcher l'utilisation des lignes ou du matériel visé, ou de faire en sorte qu'ils ne soient utilisés qu'à certaines conditions, tant que le risque ne lui paraîtra pas écarté.

(2) L'inspecteur transmet au responsable de l'entretien d'ouvrages de franchissement un avis pour l'informer de son opinion et des motifs de celle-ci, lorsqu'il estime que les normes de construction ou d'entretien de ceux-ci risquent de compromettre la sécurité ferroviaire; il transmet aussi l'avis à la compagnie de chemin de fer concernée. S'il est convaincu que le risque est imminent, il peut en outre ordonner au responsable ou à la compagnie, pour ce qui est de l'ouvrage de franchissement en cause, d'empêcher son utilisation ou de faire en sorte qu'il ne soit utilisé qu'à certaines conditions, tant que le risque ne lui paraîtra pas écarté.

(3) Texte du paragraphe 31(3):

(3) L'inspecteur transmet à la compagnie de chemin de fer ou à tout propriétaire ou locateur de matériel ferroviaire un avis pour l'informer de son opinion et des motifs de celle-ci, lorsqu'il estime que l'exploitation de ses lignes de chemin de fer ou de son matériel ferroviaire risque de compromettre la sécurité ferroviaire. S'il est convaincu que le risque est imminent, il peut en outre, dans l'avis, ordonner à la compagnie ou à la personne concernée d'empêcher l'utilisation de ces lignes ou du matériel visé, ou de faire en sorte qu'ils ne soient utilisés qu'à certaines conditions, tant que le risque ne lui paraîtra pas écarté.

(4) Texte des paragraphes 31(6) et (7):

(6) Il transmet une copie de l'ordre donné au cadre de la compagnie immédiatement responsable des installations ou du matériel visés ou, en l'absence de ce cadre, au préposé en ayant alors le contrôle.

(7) L'ordre prend effet dès que le destinataire reçoit l'avis ou, dans le cas où l'ordre est donné à une compagnie, dès que celle-ci, son cadre ou son préposé reçoit l'avis.

(5) Texte du paragraphe 31(10):

(10) La modification ou l'annulation de l'ordre prend effet dès que le destinataire de l'avis ou de l'ordre en reçoit notification.

Clause 22: Existing text of subsection 31.1(1):

31.1 (1) A person, including a railway company, who is sent a notice under section 31 that contains an order may, on or before the date specified in the notice or within any further time that the Tribunal on application allows, file a written request for a review of the order.

Clause 23: Existing text of section 31.5:

31.5 An alteration or revocation under section 31.4 has effect when the railway company or other person to whom notice of the order under section 31 was sent receives notice of the alteration or revocation.

Clause 24: Existing text of subsections 32(3) and (3.1):

(3) Where the Minister is of the opinion that a person has contravened a regulation made under section 24, the Minister

(a) by notice sent to the person,

- (i) shall inform the person of that opinion and of the reasons therefor, and
- (ii) may, if the Minister believes that, by reason of that contravention, there exists in respect of particular railway works an immediate threat to safe railway operations, order the person to take such action as is necessary to remove the threat; and

(b) by notice sent to the railway company concerned,

- (i) shall inform the company of that opinion and of the reasons therefor, and
- (ii) may, if the Minister believes that, by reason of that contravention, there exists an immediate threat to the safe railway operations of that company, order the company to ensure that specified railway works or specified railway equipment not be used, or not be used otherwise than under terms and conditions specified in the notice, until appropriate action to remove the threat has, to the Minister's satisfaction, been taken by the person referred to in paragraph (a).

(3.1) If the Minister is of the opinion that the safety management system established by a railway company has deficiencies that risk compromising railway safety, the Minister may, by notice sent to the company, order the company to take the necessary corrective measures.

Clause 25: Existing text of subsection 32.1(1):

32.1 (1) A person, including a railway company, who is sent a notice under section 32 that contains an order may, on or before the date specified in the notice or within any further time that the Tribunal on application allows, file a written request for a review of the order.

Clause 26: Existing text of section 32.5:

32.5 An alteration or revocation under section 32.4 has effect when the railway company or other person to whom notice of the order under section 32 was sent receives notice of the alteration or revocation.

Clause 27: (1) Existing text of subsection 33(1):

33. (1) If the Minister is of the opinion that there is an immediate threat to safe railway operations or the security of rail transportation, the Minister may, by emergency directive sent to a railway company, order it

(a) either absolutely or to the extent specified in the directive,

- (i) to stop using the kind of railway works or railway equipment that poses the threat, or
- (ii) to stop following the maintenance or operating practice that poses the threat; or

Article 22: Texte du paragraphe 31.1(1):

31.1 (1) L'intéressé — compagnie ou autre personne visée par l'avis — peut faire réviser l'ordre de l'inspecteur en déposant une requête auprès du Tribunal, au plus tard à la date limite qui est indiquée à l'avis, ou dans le délai supérieur éventuellement accordé à sa demande par le Tribunal.

Article 23: Texte de l'article 31.5:

31.5 La modification ou l'annulation prend effet dès que le destinataire de l'ordre de l'inspecteur en reçoit notification.

Article 24: Texte des paragraphes 32(3) et (3.1):

(3) Le ministre transmet, lorsqu'il estime qu'il y a eu violation d'un règlement pris en application de l'article 24, un avis au contrevenant et à la compagnie de chemin de fer concernée pour les informer de son opinion et des motifs de celle-ci. S'il est convaincu que la sécurité ferroviaire risque d'être compromise de façon imminente, à l'égard de certaines installations ferroviaires, du fait de cette violation, il peut en outre, dans l'avis, ordonner au contrevenant de prendre les mesures pour écarter ce risque, et à la compagnie, lorsqu'il est convaincu que l'exploitation ferroviaire de celle-ci risque d'être compromise de façon imminente, d'empêcher toute utilisation d'installations ou de matériel ferroviaires déterminés, ou de faire en sorte qu'ils ne soient utilisés qu'à certaines conditions, tant que le contrevenant n'aura pas pris, selon lui, les mesures appropriées.

(3.1) S'il estime que le système de gestion de la sécurité ferroviaire établi par une compagnie de chemin de fer présente des lacunes qui risquent de compromettre la sécurité ferroviaire, le ministre peut, par avis, ordonner à la compagnie d'apporter les mesures correctives nécessaires.

Article 25: Texte du paragraphe 32.1(1):

32.1 (1) L'intéressé — compagnie ou autre personne visée par l'avis — peut faire réviser l'ordre du ministre en déposant une requête auprès du Tribunal au plus tard à la date limite qui est indiquée à l'avis, ou dans le délai supérieur éventuellement accordé à sa demande par le Tribunal.

Article 26: Texte de l'article 32.5:

32.5 La modification ou l'annulation prend effet dès que le destinataire de l'ordre donné en vertu de l'article 32 en reçoit notification.

Article 27: (1) Texte du paragraphe 33(1):

33. (1) Le ministre peut, en lui transmettant un avis en ce sens, enjoindre à la compagnie de chemin de fer concernée de mettre fin, totalement ou dans la mesure prévue dans l'avis, à l'utilisation d'installations ou de matériel ferroviaires d'un type déterminé, ou à toute pratique concernant leur entretien ou leur exploitation, qui, selon lui, risquent de compromettre de façon imminente la sécurité ferroviaire. Il peut, de la même manière, lui enjoindre de mettre en oeuvre une certaine pratique concernant cet entretien ou cette exploitation lorsqu'une omission à cet égard comporte un tel risque.

(b) to follow a maintenance or operating practice specified in the directive if the threat is posed by the company's not following that practice.

(2) Existing text of subsections 33(4) to (6):

(4) The Minister may, by notice sent to the railway company, rescind an emergency directive, in which case the directive thereupon ceases to have effect.

(5) In the event that, for any railway company, there is an inconsistency between an emergency directive and a regulation made under subsection 18(1) or (2.1) or a rule in force under section 19 or 20, the emergency directive prevails to the extent of the inconsistency.

(6) The Minister may, before the expiration of the period during which an emergency directive has effect, by notice sent to the railway company, renew the directive for a further specified period commencing on the expiration of the previous period and not exceeding six months and, where the Minister does so, this section, except this subsection, applies to the directive as renewed.

Clause 28: Existing text of subsection 34(2):

(2) For the purpose of enabling an order contained in a notice served on a patient is a person described in subsection (1), the physician or optometrist shall, if in their opinion the patient has a condition that is likely to pose a threat to safe railway operations,

Clause 29: (1) Existing text of subsection 35(2):

(2) If a physician or an optometrist believes, on reasonable grounds, that a patient is a person described in subsection (1), the physician or optometrist shall, if in their opinion the patient has a condition that is likely to pose a threat to safe railway operations,

(a) by notice sent without delay to a physician or optometrist specified by the railway company, inform the specified physician or optometrist of that opinion and the reasons for it, after the physician or optometrist has taken reasonable steps to first inform the patient, and

(b) without delay send a copy of that notice to the patient,

and the patient is deemed to have consented to the disclosure required by paragraph (a).

(2) Existing text of subsection 35(4):

(4) A railway company may make such use of any information provided pursuant to subsection (2) as it considers necessary in the interests of safe railway operations.

Clause 30: Existing text of section 37:

37. The Governor in Council may make regulations

(a) respecting the keeping and preservation by each railway company of information, records and documents relevant to the safety of railway operations conducted by that company, including a complete set of the regulations, emergency directives, rules and orders made pursuant to this Act that are applicable to that company;

(b) respecting the filing with the Minister at the request of the Minister of information, records and documents kept and preserved pursuant to regulations made under paragraph (a); and

(c) respecting notification to the Minister by railway companies of information suitable for monitoring safety performance or predicting potential changes in levels of safety, including information about any accident or incident associated with railway safety or any situation that could have a detrimental impact on safety performance.

(2) Texte des paragraphes 33(4) à (6) :

(4) Le ministre peut, par avis transmis à la compagnie, annuler l'injonction, laquelle cesse aussitôt d'avoir effet.

(5) Les dispositions d'une injonction ministérielle l'emportent sur les dispositions incompatibles d'un règlement pris sous le régime des paragraphes 18(1) ou (2.1) ou d'une règle établie sous le régime des articles 19 ou 20.

(6) Le ministre peut, par avis transmis à la compagnie, proroger une injonction par ailleurs valide d'au plus six mois; les dispositions du présent article, à l'exception du présent paragraphe, continuent alors de s'appliquer.

Article 28 : Texte du paragraphe 34(2) :

(2) Par avis signifié à l'intéressé, le ministre peut, en confirmant l'ordre d'un inspecteur, lui conférer la même valeur qu'un ordre pris par lui et ainsi permettre l'assimilation prévue au paragraphe (1).

Article 29 : (1) Texte du paragraphe 35(2) :

(2) Le médecin ou l'optométriste qui a des motifs raisonnables de croire que son patient occupe un tel poste doit, si à son avis l'état de l'intéressé risque de compromettre cette sécurité, en informer sans délai, par avis écrit motivé, tout médecin ou optométriste désigné par la compagnie, après avoir pris des mesures raisonnables pour en informer d'abord son patient. Le patient est présumé avoir consenti à cette communication et une copie de l'avis lui est transmise sans délai.

(2) Texte du paragraphe 35(4) :

(4) La compagnie peut faire, des renseignements communiqués aux termes du paragraphe (2), l'usage qu'elle estime nécessaire pour la sécurité ferroviaire.

Article 30 : Texte de l'article 37 :

37. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir :

a) la garde et la conservation, par chaque compagnie de chemin de fer, de certains renseignements, registres ou documents concernant la sécurité de son exploitation ferroviaire, notamment l'ensemble des règlements, injonctions ministérielles et règles ou ordres prévus par la présente loi et applicables à la compagnie;

b) le dépôt auprès du ministre, à la demande de celui-ci, des renseignements, registres et documents gardés et conservés en conformité avec les règlements pris sous le régime de l'alinéa a);

c) la notification au ministre, par les compagnies de chemin de fer, des renseignements nécessaires à l'évaluation du rendement du point de vue de la sécurité, à la prédiction des variations dans ce domaine, afférents aux accidents, aux incidents ou à toute situation de nature à provoquer un problème de sécurité.

Clause 31: New.

Clause 32: (1) Existing text of subsection 41(1):

41. (1) Every person who contravenes a provision of this Act is guilty of an offence and liable

- (a) on conviction on indictment,
 - (i) in the case of a corporation, to a fine not exceeding two hundred thousand dollars, and
 - (ii) in the case of an individual, to a fine not exceeding ten thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both; or
- (b) on summary conviction,
 - (i) in the case of a corporation, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars, and
 - (ii) in the case of an individual, to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both.

(2) Relevant portion of subsection 41(2):

(2) A person is guilty of an offence if the person contravenes

(3) Existing text of subsection 41(2.1):

(2.1) A person who is guilty of an offence under subsection (2) is liable on summary conviction

- (a) in the case of a corporation, to a fine of not more than \$100,000; and
- (b) in the case of an individual, to a fine of not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.

Clause 33: Existing text of section 44:

44. (1) A judge of a superior court may appoint a person as a police constable for the enforcement of Part III of the *Canada Transportation Act* and for the enforcement of the laws of Canada or a province in so far as their enforcement relates to the protection of property owned, possessed or administered by a railway company and the protection of persons and property on that property.

(2) The appointment may only be made on the application of a railway company that owns, possesses or administers property located within the judge's jurisdiction.

(3) The police constable has jurisdiction on property under the administration of the railway company and in any place within 500 m of property that the railway company owns, possesses or administers.

(4) The police constable may take a person charged with an offence under Part III of the *Canada Transportation Act*, or any law referred to in subsection (1), before a court that has jurisdiction in such cases over any area where property owned, possessed or administered by the railway company is located, whether or not the person was arrested, or the offence occurred or is alleged to have occurred, within that area.

(5) The court must deal with the person as though the person had been arrested, and the offence had occurred, within the area of the court's jurisdiction, but the court may not deal with the person if the offence is alleged to have occurred outside the province in which the court is sitting.

(6) A superior court judge referred to in subsection (1) or the railway company may dismiss or discharge the police constable and the dismissal or discharge terminates the powers, duties and privileges conferred on the constable by this section.

Clause 34: Existing text of subsection 44.1(2):

Article 31: Nouveau.

Article 32: (1) Texte du paragraphe 41(1):

41. (1) Quiconque contrevient à la présente loi commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité:

- a) par mise en accusation, soit une amende maximale de dix mille dollars et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines, dans le cas d'une personne physique, soit une amende maximale de deux cent mille dollars, s'il s'agit d'une personne morale;
- b) par procédure sommaire, soit une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois ou l'une de ces peines, dans le cas d'une personne physique, soit une amende maximale de cent mille dollars, s'il s'agit d'une personne morale.

(2) Texte du passage visé du paragraphe 41(2):

(2) Commet une infraction quiconque contrevient:

(3) Texte du paragraphe 41(2.1):

(2.1) Quiconque commet l'infraction prévue au paragraphe (2) encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, soit une amende maximale de 5 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines, s'il s'agit d'une personne physique, soit une amende maximale de 100 000 \$, s'il s'agit d'une personne morale.

Article 33: Texte de l'article 44:

44. (1) Tout juge d'une cour supérieure peut nommer un agent de police chargé de faire observer la partie III de la *Loi sur les transports au Canada*, ainsi que les autres lois fédérales ou les lois provinciales touchant la protection des biens qu'administre ou possède la compagnie de chemin de fer, ou dont elle est propriétaire, ou la protection de personnes ou de biens se trouvant en des lieux qu'elle administre ou possède ou dont elle est propriétaire.

(2) La nomination ne peut se faire que sur demande de la compagnie qui administre ou possède des biens, ou en est le propriétaire, dans le ressort où le juge a compétence.

(3) L'agent de police exerce sa compétence sur les biens que la compagnie administre ou possède ou dont elle est propriétaire, ainsi qu'en tout lieu se trouvant dans un rayon de cinq cents mètres de ceux-ci.

(4) L'agent de police peut amener toute personne inculpée d'une infraction créée par la partie III de la *Loi sur les transports au Canada* ou par toute autre loi visée au paragraphe (1) devant un tribunal ayant compétence dans le ressort où sont situés des biens que la compagnie administre ou possède ou dont elle est propriétaire, indépendamment du lieu d'arrestation ou du lieu, réel ou présumé, de perpétration.

(5) Le tribunal statue sur le cas comme si l'inculpé avait été arrêté dans son ressort et y avait commis l'infraction, sauf si le lieu présumé de perpétration est situé à l'extérieur de la province.

(6) Tout juge visé au paragraphe (1) ou la compagnie peut destituer ou licencier l'agent de police, ce qui met fin à l'exercice des attributions qui lui sont conférées aux termes du présent article.

Article 34: Texte du paragraphe 44.1(2):

(2) The railway company must file with the Minister a copy of its procedures for dealing with complaints and must implement any recommendations made by the Minister, including recommendations concerning how the procedures are to be made public.

Clause 35: Relevant portion of section 46:

46. The following are not statutory instruments for the purposes of the *Statutory Instruments Act*:

Clause 36: Existing text of the heading:

REGULATIONS

Clause 37: Existing text of section 47.1:

47.1 (1) The Governor in Council may make regulations respecting the development and implementation of safety management systems by railway companies, including the criteria to which the safety management systems must conform.

(2) The Governor in Council may make regulations restricting or otherwise governing the release of pollutants into the environment from the operation of railway equipment.

Clause 38: Existing text of section 51:

51. (1) The Minister shall, before the expiration of a period of five years after the coming into force of this section, establish a committee of not fewer than three nor more than five persons appointed by the Minister having expertise in matters affected by this Act to conduct a comprehensive review of the operation of this Act, which review shall, without limiting the generality of the foregoing, include an evaluation of the impact of this Act on the safety of railway operations and recommendations for such amendments to this Act as the committee considers appropriate.

(2) The committee has, for the purposes of carrying out its duties, the powers of a commissioner under Part I of the *Inquiries Act* and may, for those purposes, engage the services of such experts, professionals and other staff as it deems necessary or advisable at such rates of remuneration as the Treasury Board approves.

(3) The committee shall, not later than one year after the expiration of the period referred to in subsection (1), make a report to the Minister of its findings, evaluation and recommendations as referred to in that subsection, and the Minister shall cause a copy of the report to be laid before each House of Parliament within fifteen sitting days of that House after the report has been made to the Minister.

Canada Transportation Act

Clause 39: Existing text of subsection 157.1(1):

157.1 (1) The Minister may enter into an agreement with a provincial minister responsible for transportation matters providing for the administration, in relation to persons who operate railways within the legislative authority of the province, of any law respecting:

- (a) railway safety, accident investigation and railway crossings; or
- (b) railway noise or the regulation of the rates and conditions of service of railway companies to the extent that those matters are governed by this Act.

Clause 40: Existing text of section 158:

(2) La compagnie dépose auprès du ministre un double de la procédure. Elle met en oeuvre les recommandations de celui-ci, notamment celles concernant les moyens de porter à la connaissance du public l'existence de la procédure.

Article 35: Texte du passage visé de l'article 46 :

46. Les textes suivants ne sont pas des textes réglementaires au sens de la *Loi sur les textes réglementaires* :

Article 36: Texte de l'intertitre :

RÈGLEMENTS

Article 37: Texte de l'article 47.1 :

47.1 (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, exiger d'une compagnie de chemin de fer la mise en place d'un système de gestion de la sécurité et prévoir les critères auxquels celui-ci doit se conformer.

(2) Il peut également, par règlement, prévoir des normes limitant les rejets de polluant dans l'environnement découlant de l'exploitation de matériel ferroviaire.

Article 38: Texte de l'article 51 :

51. (1) Dans les cinq années suivant l'entrée en vigueur du présent article, le ministre crée un comité composé de trois à cinq experts choisis par lui dans les domaines touchés par la présente loi, et chargé de procéder à un examen complet de l'application de cette même loi. L'examen comprend notamment l'évaluation de l'effet de la loi sur la sécurité ferroviaire et la recommandation des modifications jugées utiles par le comité.

(2) Le comité a, pour l'exécution de ses fonctions, les pouvoirs d'un commissaire aux termes de la partie I de la *Loi sur les enquêtes* et peut, à cette fin, s'adjoindre le personnel — experts, professionnels et autres — qu'il estime nécessaire conformément au taux de rémunération approuvé par le Conseil du Trésor.

(3) Dans l'année suivant la fin de la période visée au paragraphe (1), le comité présente au ministre le rapport de ses conclusions, évaluations et recommandations. Celui-ci fait déposer une copie du rapport devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.

Loi sur les transports au Canada

Article 39: Texte du paragraphe 157.1(1):

157.1 (1) Le ministre peut conclure avec un ministre provincial chargé des transports un accord relatif à l'application, à des exploitants de chemin de fer assujettis à la compétence législative de la province en cause, de toute loi ayant trait :

- a) à la sécurité ferroviaire, aux enquêtes sur les accidents ou aux franchissements ferroviaires;
- b) au bruit résultant de l'activité ferroviaire ou à la réglementation des prix et conditions visant les services des chemins de fer dans la mesure où ces questions sont régies par la présente loi.

Article 40: Texte de l'article 158 :

158. The Minister may enter into an agreement with a provincial authority to authorize the provincial authority to regulate the construction, operation and safety of a railway as well as the rates and conditions of service in the same manner and to the same extent as it may regulate a railway within its jurisdiction.

158. Le ministre peut conclure avec toute autorité provinciale un accord autorisant celle-ci à réglementer la construction, l'exploitation et la sécurité de tout chemin de fer ainsi que les prix et conditions visant les services; le cas échéant, l'autorité exerce ce pouvoir de la même manière et dans la même mesure que celui qu'elle peut exercer à l'égard d'un chemin de fer relevant de sa compétence.

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Letter mail

Poste-lettre

1782711

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

*En case de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>